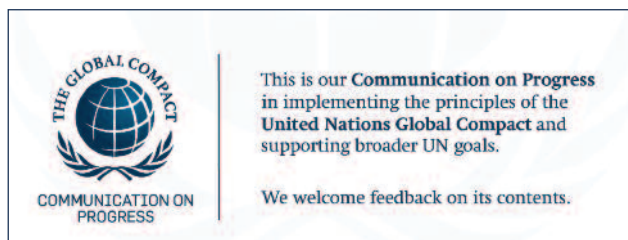


# Global Compact



## Communication sur le Progrès **2015**







# GLOBAL COMPACT des Nations Unies



## Séché Environnement soutient les 10 principes du Global Compact depuis 2003

“ Séché Environnement est signataire du Global Compact des Nations Unies depuis 2003. L'initiative du

Global Compact totalise environ 13 000 adhérents en 2015, dont 8 300 entreprises. La France avec près de 1 100 membres a été élue par ses pairs comme l'un des 10 meilleurs réseaux locaux nationaux sur 90 dans le monde. Les adhérents doivent attester chaque année de leur mise en œuvre effective des dix principes dans une “communication sur le progrès” (COP),

rapport qui est mis en ligne sur le site internet du Global Compact. Séché Environnement est l'une de la cinquantaine d'entreprises françaises qualifiant sa COP au niveau GC Advanced, qui vise à créer un standard élevé en matière de performance RSE et encourage à la transparence. Cela implique la démonstration par le Groupe de son adoption d'un éventail de bonnes pratiques (21 critères) et son évaluation en externe lors d'une revue de COP par ses pairs. ”

Joël Séché,  
Président-directeur général  
Janvier 2016

## Droits de l'homme

Les entreprises sont invitées à :

- Promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence ;
- Veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme.

## Normes du travail

Les entreprises sont invitées à :

- Respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ;
- L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire ;
- L'abolition effective du travail des enfants ;
- L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

## Environnement

Les entreprises sont invitées à :

- Appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement ;
- Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ;
- Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

## Lutte contre la corruption

Les entreprises sont invitées à :

- Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.



*“Aujourd'hui, le Global Compact constitue la plus importante initiative au monde dans le domaine de l'entreprise. [...] Il a poussé les entreprises à adopter des principes universels et à s'associer avec l'ONU pour s'attaquer aux grands problèmes. [...] Il est devenu synonyme de responsabilité des entreprises.”*

Déclaration du Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-Moon, lors du Forum économique mondial de Davos, le 29 janvier 2009.



# CHARTER

## de développement durable



## Les 7 engagements

**pour faire de Séché Environnement un catalyseur de la dynamique du développement durable pour ses salariés, ses actionnaires, ses riverains et ses partenaires commerciaux.**

### Séché Environnement s'engage à :

- 1** Faire de la protection de l'environnement, de la santé humaine et de la responsabilité à l'égard des personnes, les conditions de sa pérennité.
- 2** Promouvoir, à l'intérieur de ses établissements, une véritable attitude de développement durable, impliquant la primauté du dialogue social, la sensibilisation et la formation de son personnel au développement durable et une organisation interne en relation avec cet objectif.
- 3** Agir en ambassadeur du développement durable auprès de ses clients et de ses fournisseurs, afin de promouvoir, dans les modes de production comme dans les modes de consommation, un développement durable.
- 4** Se comporter en entreprise citoyenne et responsable menant une politique de transparence, d'amélioration continue et de concertation, intégrant les attentes légitimes des parties prenantes, en étant à l'écoute des évolutions de la société.
- 5** Contribuer à la recherche et à privilégier le développement de filières de traitement de déchets éco-efficaces et toujours plus sûres en termes d'impact sur la santé et l'environnement.



- 6** Respecter et même à anticiper les réglementations en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement, en appliquant les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.
- 7** Faire de son comportement éthique et respectueux des lois et conventions internationales en vigueur la règle fondamentale de ses démarches commerciales.

Joël Séché,  
Président-directeur général  
Janvier 2016





# POLITIQUE QSSE

Qualité, Santé, Sécurité, Environnement



**Notre impératif est de tout mettre en œuvre pour atteindre :**

- **zéro accident,**
- **zéro maladie professionnelle,**
- **zéro pollution.**

**Réaliser un tel objectif suppose une vigilance de chaque instant.**

- La politique Santé, Sécurité et Environnement du Groupe est fondée sur le respect de la personne et de son environnement.
- La maîtrise et la prévention des risques exigent des équipes capables de les identifier, de les évaluer, de proposer des solutions et de mettre en œuvre les mesures retenues : maîtrise et prévention s'inscrivent dans des principes managériaux issus des fondamentaux de la Qualité totale.
- Cette maîtrise et cette prévention contribuent à l'amélioration des performances globales de Séch<sup>é</sup> Environnement.
- L'objectif majeur consiste à éviter l'accident, la maladie, la pollution accidentelle en tout lieu et à tout instant. Les personnes, les biens de l'entreprise et son environnement sont pareillement concernés.
- Notre exigence et notre professionnalisme nous permettent jour après jour de nous rapprocher de ces cibles ambitieuses.
- C'est à chacun des sites qu'il appartient de définir les objectifs, les points d'étape et les contrôles nécessaires à mettre en place afin de piloter l'amélioration continue attendue.
- Le réseau QSSE est à leur disposition pour les accompagner tout au long cette démarche.
- Seul l'engagement de chacun permettra au Groupe dans son ensemble de mener à bien cette politique ambitieuse en matière de QSSE.



Joël Séché,  
Président-directeur général  
Janvier 2016



**Séch<sup>é</sup>  
environnement**

Séch<sup>é</sup> global solutions

# Faits marquants 2015



## En préambule à la COP21 Séché Environnement et le Groupe Ecocert lancent le débat sur la biodiversité

À quelques semaines de l'ouverture de la Conférence de Paris sur les changements climatiques (COP21), deux entreprises françaises fortement impliquées dans l'écologie territoriale, Séché Environnement en valorisation de déchets, et Ecocert, organisme de contrôle et de certification au service de l'environnement, ont choisi de s'associer pour confronter leurs expériences à l'expertise scientifique afin d'agir de façon concrète, à leur échelle, dans la lutte contre le réchauffement climatique et ses conséquences désastreuses.

Dans ce contexte, ils ont organisé une conférence-débat suivie d'une grande soirée, sur le thème ***"À quoi sert de préserver le climat s'il n'y a plus de vivant ?"***

Réunissant personnalités du monde politique et économique, responsables d'ONG et journalistes, la conférence a accueilli des intervenants prestigieux (Pascale Delecluse, Gilles Bœuf, Brice Lalonde, Pascal Picq) et a permis de mettre en perspective des exemples d'initiatives locales favorables à la diversité du vivant et à l'équilibre du climat.

À l'issue de la conférence, Joël Séché et William Vidal, Présidents de Séché Environnement et d'Ecocert, ont cosigné un appel aux négociateurs de la COP21, pour que ceux-ci impliquent toutes les bonnes volontés qui s'expriment au niveau du territoire, à l'instar de Séché Environnement et d'Ecocert dans leurs actions en faveur de la biodiversité et du climat.

L'événement, labellisé "COP21", a bénéficié le 20 octobre dernier d'un écrin de choix, le Musée de l'homme, qui vient de rouvrir ses portes après plus de cinq années de rénovation et qui dévoile désormais ses magnifiques collections dans une toute nouvelle scénographie.

## Double certification "Engagement Climat et Engagement Biodiversité"

À l'occasion du débat initié par Séché Environnement et Ecocert, Séché Environnement s'est vu décerner le 20 octobre 2015, la double certification "Engagement Climat et Engagement Biodiversité".

Première mondiale pour une entreprise dans les services à l'environnement, cette double certification met en exergue l'implication de Séché Environnement dans la défense de la biodiversité.

Séché Environnement agit dans le cadre de la transition énergétique et écologique par économie des ressources naturelles en valorisant les déchets, sous forme de matières secondaires ou d'énergies.

Ces deux labels témoignent de la prise en compte au cœur du modèle économique et de gouvernance de Séché Environnement de ces deux enjeux, climat et biodiversité.

Ces labels illustrent l'effort réalisé par le Groupe pour mesurer ses impacts en termes d'émission de gaz à effet de serre, de consommation de ressources naturelles, de prévention des pollutions, de gestion des habitats et des continuités écologiques, de gestion des espèces invasives. Ensuite, ils valorisent le plan de réduction de ces pressions sur le milieu dans une démarche d'amélioration continue.

En récompense de cette exemplarité environnementale, Séché Environnement est la première entreprise à recevoir la double certification Engagement Climat pour l'ensemble de ses sites et Biodiversité pour l'ensemble des sites de stockage du Groupe, les seuls qui disposent de suffisamment de foncier pour pouvoir déployer des démarches d'ampleur en direction de la biodiversité (préservation ou aménagement d'habitats, programmes de plantations, suivis des espèces...).



# 3 Informations en matière sociale, environnementale et sociétale



<b>3.1</b> Note méthodologique	64
<b>3.2</b> Informations sociales	70
<b>3.3</b> Informations environnementales	82
<b>3.4</b> Engagements sociétaux	94
<b>3.5</b> Table de correspondance :	
Grenelle 2 article 225 - ISO 26000 - GRI 3 - Global Compact	104
<b>3.6</b> Rapport de l'un des Commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion	104



## 3.1 Note méthodologique<sup>1</sup>

### 3.1.1 Périmètre

#### 3.1.1.1 Définition du périmètre

Sécché Environnement est coté sur Euronext Paris depuis 1997 et à ce titre publie des indicateurs sociaux et environnementaux consolidés conformément aux prescriptions de l'article 116 du Code de commerce depuis 2002, puis des informations sociales, environnementales et sociétales à compter de 2012 de l'article 225 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement.

Les filiales installées sur le territoire national comportent pour leur quasi-totalité des installations classées soumises à autorisation. Du fait de leur consolidation dans le reporting global de Sécché Environnement, elles ne font pas l'objet d'informations individualisées.

Le périmètre est constitué de la maison mère Sécché Environnement SA et de ses filiales françaises contrôlées majoritairement à fin 2015, et consolidées en méthode globale.

Le développement à l'international est un des axes de la stratégie du Groupe. Ces dernières années des interventions de dépollution ont été réalisées en dehors des frontières nationales, sans structures locales propres, sur des financements internationaux principalement (FAO, PNUE...). Ces travaux ont conduit à importer les déchets après leur mise en sécurité, pour être traités en France. Les impacts environnementaux sont ainsi repris dans le périmètre "France", tout comme le personnel correspondant. Les implantations à l'international (environ 5,1% du chiffre d'affaires 2015 et 4,9% des effectifs) ne font pas l'objet à ce jour de la même collecte de données sociales et environnementales du fait de leur faible importance relative et de la difficulté de consolidation dans des contextes réglementaires différents de la France. Cette définition de périmètre fera à terme l'objet d'une révision après structuration de l'activité à l'international.

#### 3.1.1.2 Modifications de périmètre

Les règles d'entrées et de sorties de périmètre se calent sur les définitions de consolidation (référentiel IFRS, normes IFRS 10/IFRS 5). La mise à jour du périmètre de reporting s'effectue trimestriellement par analogie avec celui de consolidation régi par le service consolidation du Groupe. La collecte des données environnementales et sociales a une périodicité annuelle (année civile).

Le périmètre de suivi des indicateurs environnementaux - à la différence des sociaux - est défini pour Sécché Environnement comme étant l'ensemble des établissements classés pour la protection de l'environnement (ICPE) dont il est l'exploitant, c'est-à-dire ceux dont il est titulaire de l'autorisation préfectorale d'exploiter (directement ou par filiale interposée).

Cette règle basée sur la responsabilité vis-à-vis de l'Administration est d'application dans le Groupe depuis 2013.

Dans le cas de délégations de service public (DSP) les données environnementales :

- sont reportées avec celles de Sécché Environnement lorsque la structure juridique attributaire de la DSP filiale du Groupe est titulaire de l'arrêté préfectoral : cas de Sénerval et d'Alcéa ;
- ne sont pas consolidées lorsque les arrêtés préfectoraux sont au nom des collectivités locales concernées : cas de l'incinérateur d'ordures ménagères d'Oléron et du site de compostage de Scherwiller dont la gestion est assurée par Sécché Éco-industries.

Pour la même raison, les sites d'intervention de Sécché Éco-Services chez les industriels ne rentrent pas dans le périmètre du reporting environnemental de Sécché Environnement, car ils figurent dans celui des industriels en question qui détiennent l'arrêté préfectoral.

Cas particulier des exercices 2014 et 2015 pour Sénerval :

Le site de Sénerval ayant connu des difficultés d'exploitation au cours de ces deux exercices qui l'ont conduit à être à l'arrêt durant plusieurs mois, ses données environnementales (à la différence des données sociales) ne sont pas pertinentes au niveau annuel, car trop intermittentes.

En conséquence et à titre exceptionnel, ses données environnementales 2014 et 2015 (air, eau, énergie, gaz à effet de serre, déchets...) ne seront pas consolidées. Pour assurer néanmoins une comparabilité des données, les valeurs 2013 sont retraitées en pro forma hors Sénerval (dénommé "2013 - pro forma 2014"). Les données publiées 2013 sont rappelées en bas de tableaux.

#### 3.1.1.3 Entrées dans le périmètre en cours d'exercice 2015

Pour la consolidation des données environnementales et sociales des nouvelles structures, voir les règles de consolidation en § 3.1.3.1.3. Les acquisitions ou créations de sociétés en 2015 ont été les suivantes :

- détention majoritaire, intégration complète au reporting à compter de 2016 :
  - > traitement de DASRI :
    - Sécché Healthcare (2 établissements en Poitou et Guadeloupe) ;
    - Sodicode (Bretagne).
  - > collecte, tri :
    - Moringa (Martinique) ;

<sup>1</sup> : les principes de reporting font l'objet d'une note de procédures spécifique et détaillée communicable sur demande formulée à la Direction développement durable de Sécché Environnement : [dd@groupe-seche.com](mailto:dd@groupe-seche.com)

- > activité de prestations de service intellectuelles pour les autres structures du Groupe :
- Séché Développement.

- détention minoritaire (mise en équivalence n'entrant pas dans le périmètre du reporting article 225) :
- > Kanay (Pérou).

### 3.1.2 Référentiels utilisés

Les données environnementales, sociales et sociétales correspondent à une vision économique de Séché Environnement consolidé tel que constitué en 2015 en France. Elles comportent les renseignements relatifs aux impacts environnementaux et sociaux de l'activité du Groupe, tels que prévus à l'article 225 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, et listés dans le décret n° 2012-557 du 24 avril 2012.

Sur le plan environnemental, ce texte recense de manière générique 14 rubriques d'informations à renseigner au sein du rapport de gestion, les nouveautés par rapport au décret issu de la loi NRE de 2001 se limitant aux aspects de changement climatique et de protection de la biodiversité. En conséquence, Séché Environnement maintient inchangé son reporting concernant les 12 anciennes rubriques et s'appuie sur la liste d'indicateurs du décret n° 2002-221 du 20 février 2002 pris pour l'application de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce. Les informations relatives aux rejets sont données conformément aux prescriptions de l'arrêté du 30 avril 2002.

La Gestion Electronique du Registre des Emissions Polluantes (GEREP) a été mise en place pour répondre aux recommandations de la Communauté européenne sur l'enregistrement des données environnementales (Protocole "Pollutant Release & Transfer Register" et Règlement 166/2006). Les déclarations dans cette base de données sont obligatoires pour les ICPE du type de celles exploitées par Séché Environnement (arrêté du 26/12/12 modifiant l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets). Les critères renseignés dans cette base peuvent varier d'un site à l'autre en fonction des particularités de leurs arrêtés préfectoraux d'autorisation, en particulier en rapport avec les risques ou impacts spécifiques aux différents métiers.

Sur le plan social, le décret n° 2012-557 du 24 avril 2012 ajoute de manière explicite les 4 aspects des conventions fondamentales de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) qui doivent faire l'objet du reporting, à savoir :

- respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective ;
- élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession ;
- élimination du travail forcé ou obligatoire ;
- abolition effective du travail des enfants.

Exerçant son activité quasi exclusivement en France, et respectueux des lois, l'application de ces principes est un fait acquis depuis toujours pour Séché Environnement. Les autres

novations introduites par le décret de 2012 sont minimales et concernent les ventilations des effectifs selon des critères d'âge, de sexe ou de zone géographique, ventilations déjà faites dans les reportings antérieurs du Groupe, construits en cohérence avec les articles L. 2323-70 et R. 2323-17 du Code du travail relatifs au contenu du bilan social.

En matière de référentiels, Séché Environnement s'appuie sur des textes ou normes nationaux et/ou internationaux :

- pour les engagements et le management :
  - > principes directeurs de l'OCDE ;
  - > conventions de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) ;
  - > principes du Pacte Mondial des Nations Unies ;
  - > norme ISO 26000 sur la responsabilité sociétale des organisations.
- pour le management :
  - > norme ISO 9001 pour la certification de la qualité ;
  - > norme ISO 14001 pour la gestion environnementale ;
  - > norme ISO 50001 pour la gestion énergétique ;
  - > référentiel OHSAS 18001 pour la sécurité et la santé au travail ;
  - > certification MASE pour le système de management intégré en milieu chimique ;
  - > Ecocert : système de management de la biodiversité ;
  - > Ecocert : système de management climat.
- pour le reporting :
  - > grille du GRI3 (Global Reporting Initiative) ;
  - > bilan social selon le Code du travail.
- grille d'indicateurs environnementaux du GEREP ;
- méthodologie BEGES telle que définie par l'article 75 de la loi n° 2010-788 et appuyée sur un outil de calcul spécifique développé pour le Groupe par 3E - Performance et ECO<sub>2</sub> Initiative en cohérence avec :
  - > la méthodologie du Bilan Carbone® initiée par l'ADEME ;
  - > le protocole de quantification des émissions de gaz à effet de serre des activités de gestion des déchets, initié en 2006 par des professionnels français du secteur et l'association Entreprise pour l'Environnement (EpE). Ce protocole permet d'harmoniser les pratiques en matière de quantification, reporting et vérification des émissions de gaz à effet de serre générées et évitées par les activités de gestion des déchets. Depuis sa création, il a fait l'objet de plusieurs mises à jour. La dernière revue critique en date est celle du World Resource Institute (WRI) qui, avec le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD), est à l'origine du GHG protocol, la méthode la plus reconnue internationalement pour la comptabilité carbone. Labellisé en 2013 par le WRI, ce protocole est reconnu comme référentiel volontaire international pour la réalisation de reporting GES dans le secteur des déchets.





## 3.1.3 Principes

### 3.1.3.1 Mesure

#### 3.1.3.1.1 Typologie d'indicateurs

Les indicateurs utilisés par le Groupe sont de trois niveaux :

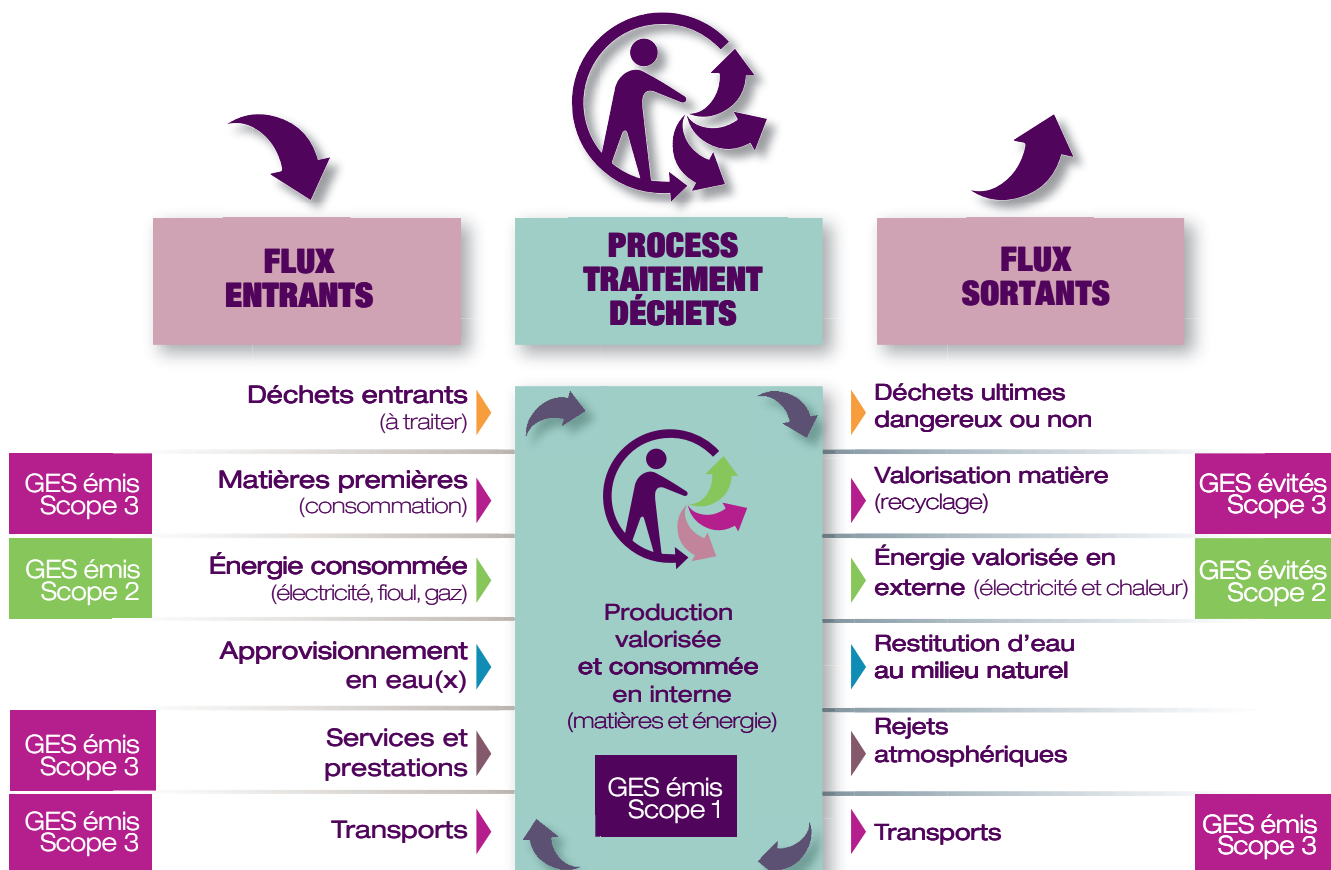
- données structurelles ou “de stock” : issues de travaux documentaires (par exemple les surfaces des terrains ou le comptage des accords collectifs signés) ;
- indicateurs “opérationnels simples” qui relèvent de mesures directes, se répartissant en deux sous-catégories :
  - > flux normés selon des protocoles de mesure officiels et reconnus, en particulier par les administrations dans le

cadre des reportings des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (comme les flux de polluants) ;

- > de définition propre au Groupe comme l'usage des lichens pour la qualité de l'air, les mesures de richesse de la biodiversité...

- indicateurs “complexes” : issus de calculs mettant en œuvre des choix d'hypothèses de périmètres, de facteurs de conversion, de protocoles de consolidation... comme l'énergie, les gaz à effet de serre ou le Bilan Carbone®, à titre d'exemples.

### Cartographie des indicateurs relatifs à un site de traitement de déchets



### 3.1.3.1.2 Origine des données

Les données sociales sont issues de la base de données de la Direction des ressources humaines, selon des définitions couramment utilisées en France, et en particulier dans le cadre de l'établissement des bilans sociaux (pour les structures juridiques qui y sont assujetties). Elles correspondent aux déclarations réglementaires faites aux diverses administrations et aux organismes sociaux.

Les données environnementales du présent rapport sont issues des déclarations (dont celle du GEREPE) faites régulièrement par les sites industriels aux administrations compétentes (DREAL, Agences Régionales de Santé, Agences de l'Eau) qui en assurent la tutelle et le contrôle. Ces données proviennent de mesures, réalisées soit en interne (auto-contrôles), soit par des organismes agréés.

Les données économiques sont d'origine comptable établies selon les normes en vigueur dans la profession et auditées à ce titre par les Commissaires aux comptes. Les données comptables relatives aux aspects environnementaux dans les comptes individuels et consolidés des entreprises sont présentées selon la recommandation n° 2003-r02 du 21 octobre 2003 du Conseil national de la comptabilité.

### 3.1.3.1.3 Techniques de consolidation des indicateurs sociaux et environnementaux

Pour la consolidation des entités ou sites, elle suit un traitement similaire aux données comptables à savoir la méthode globale, en l'occurrence une sommation arithmétique des données élémentaires pour les sites qui ont fait partie du périmètre toute l'année durant.

Les entrées dans le périmètre en cours d'exercice donnent lieu à :

- une non-prise en compte de leurs indicateurs de flux environnementaux (consommations, rejets...) ou sociaux (heures de formation, pyramide des salaires...), la donnée de moins de douze mois n'étant pas significative ;
- une intégration à 100% des données sociales de situation à date de fin d'exercice (typologie des effectifs à fin d'année par âge, genre, fonctions, statuts,...).

### 3.1.3.1.4 Comparabilité (essentiellement pour les données environnementales)

Les résultats des mesures environnementales sont régulièrement consignés depuis plusieurs années dans un logiciel de reporting environnemental (Tennaxia), et surveillés tant au niveau de chaque site qu'au niveau national. Les méthodologies de saisie des informations et de consolidation répondent aux mêmes définitions sur l'ensemble de la période.

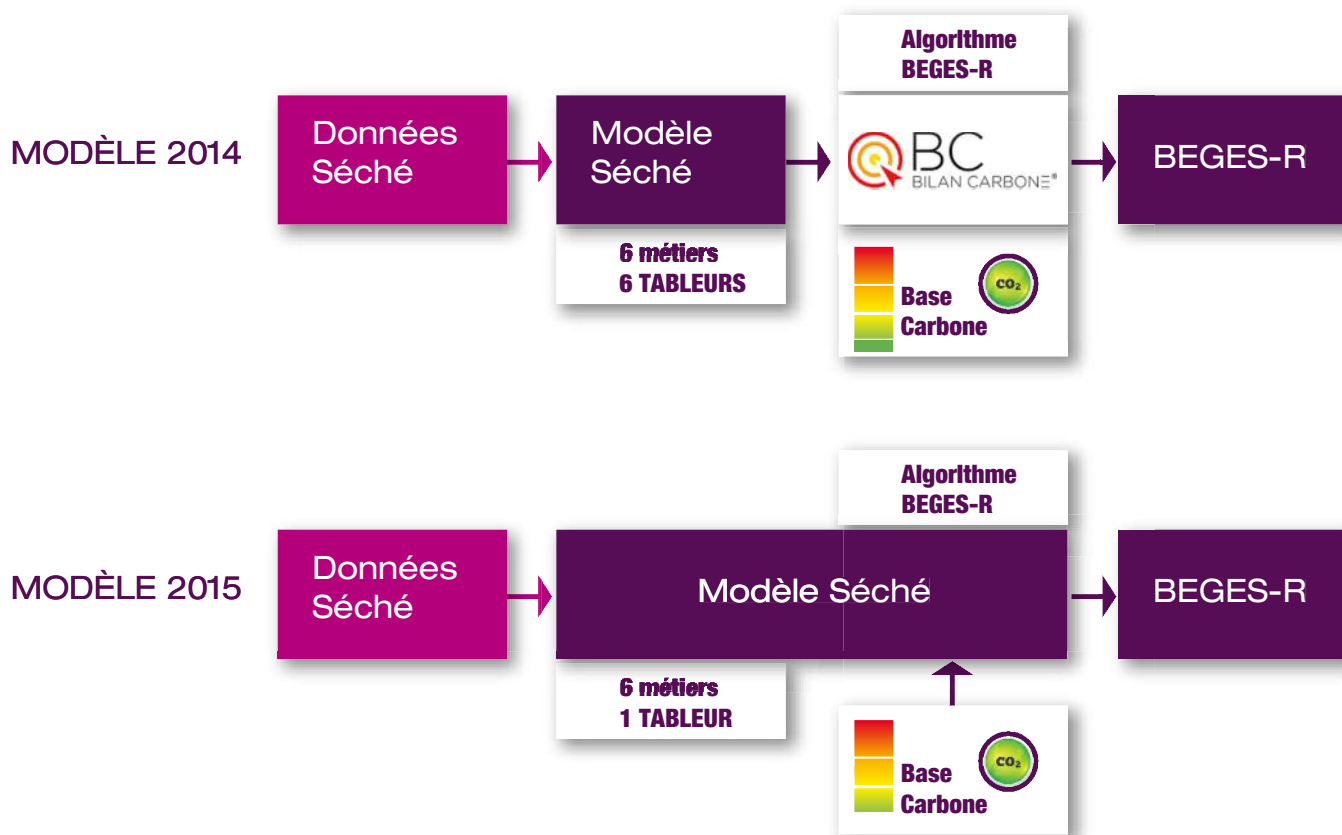
Le calcul des émissions de gaz à effet de serre a évolué en 2015 pour s'adapter aux évolutions de paramétrage du Bilan Carbone® consécutivement à la publication du cinquième rapport du GIEC.

Confronté à l'enjeu de la mise à jour régulière des facteurs d'émission de la Base Carbone®, base de données à utiliser en priorité pour le Bilan GES réglementaire en France, 3E - Performance et ECO<sub>2</sub> Initiative ont conçu spécifiquement pour Séché Environnement un outil entièrement original et dédié à ses besoins.

## Compatibilité de la méthode Séché Environnement avec les méthodes de référence

Méthode réglementaire	Bilan Carbone V7®	GHG protocol (EpE)	ISO 14064
Gaz pris en compte	■ ■	■ ■	■ ■
Périmètre opérationnel (scope)	■ ■	■ ■	■ ■
Règles de calcul	■ ■	■	■
Facteurs d'émission	■ ■	■ ■	■
Classification des émissions	■ ■	■	■

Compatibilité : ■ ■ : parfaite - ■ : partielle



Ce nouveau développement a été l'occasion de faire évoluer plusieurs aspects de l'outil afin d'optimiser son caractère opérationnel :

- un outil (tableur au format Excel) unique incluant les 6 méthodes de calcul métier au lieu de 6 outils incluant chacun une méthode de calcul métier ;
- une consultation dynamique de la Base Carbone® permettant sa mise à jour sans remise en cause de la structure de l'outil. La version de la Base Carbone intégrée au modèle dans sa version 2015 est la version 11.2<sup>2</sup> ;
- des méthodes de calcul des émissions modifiées pour prendre en compte les évolutions marginales de la méthode réglementaire dans sa nouvelle version (Version 3.d publiée en Septembre 2015)<sup>3</sup> ;
- une méthode de calcul des incertitudes portant sur les émissions améliorée afin de répondre aux préconisations du GIEC ;
- des méthodes de calcul portant exclusivement sur les catégories d'émissions 1 et 2 au sens de la méthode réglementaire.

Pour assurer une comparabilité dans le temps, les valeurs 2014 ont été recalculées avec ces nouveaux paramètres (dénommé "2014 - pro forma 2015").

**Pour la déclaration des rejets des divers contaminants dans l'air et dans l'eau,** Séché Environnement applique intégralement à partir de 2015 l'arrêté du 26/12/12 qui prévoit la déclaration des émissions de toutes les ICPE dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II dudit arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe. Font exception les données 2015 dont les déclarations RSDE (rejets de substances dangereuses dans l'eau) sont expressément imposées pour certains sites. Jusqu'en 2014, Séché Environnement déclarait tous ses rejets, même ceux qui étaient en-dessous des seuils de déclaration.

Pour assurer une comparabilité dans le temps, les valeurs 2014 ont été recalculées avec ce seuil de déclaration (dénommé "2014 - pro forma 2015").

2 : <http://www.bilans-ges.ademe.fr/fr/accueil/> - 3 : [http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Art\\_L229-25\\_Methodologie\\_generale\\_version\\_3-d.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Art_L229-25_Methodologie_generale_version_3-d.pdf)

### 3.1.3.1.5 Matérialité

Les indicateurs environnementaux jugés pertinents au regard de l'activité exercée sont ceux retenus dans les prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter.

Certaines imprécisions ou erreurs de reporting sur les exercices précédents (en particulier en matière d'indicateurs environnementaux) peuvent être détectées au cours du reporting de l'exercice en cours. Un seuil de matérialité de 5% sur la valeur de l'indicateur concerné est retenu par défaut pour les ajustements de données sur les exercices antérieurs identifiés au cours de l'exercice sous revue. Au-delà de ce seuil, la correction donne lieu à commentaire.

Dans le cas particulier du Bilan des Emissions de Gaz à Effet de Serre (BEGES), s'agissant d'un indicateur complexe issu de calculs, un calcul d'incertitude est réalisé en fonction des sources de données élémentaires :

- 1% : données relevées par mesures légales (contrôle de métrologie) ;
- 10% : données sur factures ;
- 30% : données obtenues par calcul/extrapolation ;
- 80% : données estimées car non disponibles.


Pour les indicateurs relatifs à la biodiversité, au-delà du statut de protection particulière qui est accordé à certains territoires (Natura 2000, ZNIEFF, ZICO...), le Groupe déploie depuis plusieurs années des programmes de suivis des différentes espèces ou groupes faunistiques sur ses sites, en particulier l'avifaune et les amphibiens, espèces qui sont bio-indicatrices de la qualité de l'air et des eaux de ruissellement. Les protocoles de comptage sont issus des travaux de sciences participatives du Muséum national d'histoire naturelle (Inventaire du Patrimoine Naturel - IPN).

### 3.1.3.2 Traçabilité

De très nombreux contrôles peuvent être mis en œuvre selon les besoins dès l'étape de saisie de manière à éviter les erreurs de saisie et faciliter la traçabilité grâce à un ensemble de fonctionnalités gérant le processus de collecte et de validation de la qualité de l'information saisie dans les reportings : contrôles à la source, approbation, verrouillage des données, gestion des alertes, gestion des demandes de justification.

Les données environnementales sont validées en interne par le Directeur des laboratoires du Groupe pour intégration au reporting du Groupe (outil Tennaxia), et avant transmission définitive à l'Administration (GEREP). Les déclarations des exploitants font alors l'objet d'une validation par le service d'inspection compétent pour l'établissement concerné (DREAL, DDASS, Préfecture de police, police de l'eau, Autorité de sûreté nucléaire...). Ainsi cette déclaration obligatoire et sous contrôle de l'administration sert-elle au reporting environnemental du Groupe.

### 3.1.3.3 Transparence - audit des données

En application de l'arrêté précisant les modalités de l'audit prévu par la loi n° 2010-788, Séché Environnement a confié à KPMG la mission de vérification de l'ensemble des informations sociales, environnementales et sociétales présentées dans le présent chapitre à compter de 2013. À partir de 2014, KPMG a vérifié une sélection d'indicateurs indiqué par le symbole  à un niveau d'assurance raisonnable.





## 3.2 Informations sociales

### 3.2.1 Politique d'emploi

La politique sociale est axée principalement sur :

- l'emploi stable et la fidélisation des salariés ;
- le respect des diversités ;
- la sécurité des conditions de travail ;
- la formation permanente ;
- la gestion du temps.

### 3.2.2 Structure de l'emploi

#### 3.2.2.1 Effectifs mondiaux

Au 31 décembre	2013	2014	2015
Séché Environnement (maison mère)	28	27	26
Filiales françaises en intégration globale	1 633	1 663	1 760
<b>SOUS-TOTAL PÉRIMÈTRE ARTICLE 225</b>	<b>1 661</b>	<b>1 690</b>	<b>1 786</b>
Filiales étrangères Europe <sup>4</sup>	63	63	68
Filiales étrangères Amériques <sup>5</sup>	28	27	25
<b>TOTAL</b>	<b>1 752</b>	<b>1 780</b>	<b>1 879</b>

#### 3.2.2.2 Effectifs France <sup>6</sup>

La structure des effectifs privilégie l'emploi stable, le recours à des contrats à durée déterminée (CDD) et à l'intérim s'élevant seulement respectivement à 4,5% et 10,0% de l'effectif de l'année.

##### 3.2.2.2.1 Effectifs à date (au 31 décembre)

###### 3.2.2.2.1.1 Par statut et par sexe

en unités d'effectif									
Au 31 décembre	2013			2014			2015		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Cadres	236	92	<b>328</b>	253	91	<b>344</b>	279	105	<b>384</b>
Agents de maîtrise	330	101	<b>431</b>	328	105	<b>433</b>	351	105	<b>456</b>
Employés	115	152	<b>267</b>	127	144	<b>271</b>	127	148	<b>275</b>
Ouvriers	595	40	<b>635</b>	604	38	<b>642</b>	634	37	<b>671</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 276</b>	<b>385</b>	<b>1 661</b>	<b>1 312</b>	<b>378</b>	<b>1 690</b>	<b>1 391</b> <input checked="" type="checkbox"/>	<b>395</b> <input checked="" type="checkbox"/>	<b>1 786</b> <input checked="" type="checkbox"/>
% hommes/femmes	76,8	23,2		77,6	22,4		77,9	22,1	

H : hommes - F : femmes - T : total

###### 3.2.2.2.1.2 Par nature de contrats et par sexe

en unités d'effectif									
Au 31 décembre	2013			2014			2015		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
CDI (durée indéterminée)	1 243	349	<b>1 592</b>	1 271	364	<b>1 635</b>	1 331	374	<b>1 705</b>
CDD (durée déterminée)	33	36	<b>69</b>	41	14	<b>55</b>	60	21	<b>81</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 276</b>	<b>385</b>	<b>1 661</b>	<b>1 312</b>	<b>378</b>	<b>1 690</b>	<b>1 391</b>	<b>395</b>	<b>1 786</b>
% CDD/effectif total	2,6	9,4	<b>4,2</b>	3,1	3,7	<b>3,3</b>	4,3	5,3	<b>4,5</b>

H : hommes - F : femmes - T : total

<sup>4</sup> : Espagne (régénération de solvants), Allemagne (traitement de gaz), et Hongrie (installation de stockage) déconsolidée en 2013 - <sup>5</sup> : Mexique et Argentine (décontamination de transformateurs), Pérou (depuis 2015) - <sup>6</sup> : LA1.

**3.2.2.2.1.3 Pyramide des âges <sup>7</sup>**

Au 31 décembre 2015	Hommes	Femmes	Total
< 26 ans	81 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	101 <input checked="" type="checkbox"/>
de 26 à 29 ans	88 <input checked="" type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	121 <input checked="" type="checkbox"/>
de 30 à 34 ans	171 <input checked="" type="checkbox"/>	60 <input checked="" type="checkbox"/>	231 <input checked="" type="checkbox"/>
de 35 à 39 ans	211 <input checked="" type="checkbox"/>	56 <input checked="" type="checkbox"/>	267 <input checked="" type="checkbox"/>
de 40 à 44 ans	225 <input checked="" type="checkbox"/>	84 <input checked="" type="checkbox"/>	309 <input checked="" type="checkbox"/>
de 45 à 49 ans	227 <input checked="" type="checkbox"/>	76 <input checked="" type="checkbox"/>	303 <input checked="" type="checkbox"/>
de 50 à 54 ans	203 <input checked="" type="checkbox"/>	39 <input checked="" type="checkbox"/>	242 <input checked="" type="checkbox"/>
de 55 à 62 ans	176 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	202 <input checked="" type="checkbox"/>
63 et > 63 ans	9 <input checked="" type="checkbox"/>	1 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>
PROPORTION DE SÉNIORS (> 45 ANS)	44,2%	35,9%	42,4%
<b>ÂGE MOYEN</b>			<b>41,7</b>

**3.2.2.2.2 Effectifs moyens ou en équivalent temps plein (ETP)**

en unités d'effectif										
Au 31 décembre		2013			2014			2015		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	
Équivalent temps plein	1 273	371	1 644	1 310	368	1 677	1 381	381	1 762	
Mensuel moyen	1 264	368	1 632	1 301	381	1 681	1 332	386	1 717	

H : hommes - F : femmes - T : total

**3.2.2.3 Mouvements de personnel <sup>8</sup>****3.2.2.3.1 Embauches par nature de contrats et par sexe**

en unités d'effectif											
Au 31 décembre			2013			2014			2015		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T		
CDI (durée indéterminée)	102	19	121	116	34	150	150	34	184		
CDD (durée déterminée)	48	39	87	64	15	79	48	25	73		
<i>Dont surcroît de travail</i>	44	30	74	57	7	64	43	17	60		
<i>Dont remplacements</i>	4	9	13	7	8	15	5	8	13		
TOTAL	150	58	208	180	49	229	198	59	257		
% hommes/femmes	72,1	27,9		78,6	21,4		77,0	23,0			

H : hommes - F : femmes - T : total

<sup>7</sup> : les bornes des classes d'âge ont été modifiées par rapport aux publications des années précédentes de manière à les faire coïncider avec celles réglementaires des textes régissant entre autres les " Contrats de génération". <sup>8</sup> : LA2.



## 3.2.2.3.2 Départs par motifs et par sexe

en unités d'effectif

Au 31 décembre	2013			2014			2015		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Démissions	11	5	16	13	4	17	24	7	31
Licenciements individuels	13	4	17	9	2	11	22	5	27
En cours période d'essai	3	0	3	2	2	4	2	1	3
Ruptures conventionnelles	6	4	10	12	8	20	14	9	23
Licenciements économiques	0	1	1	1	-	1	-	-	-
Transferts sociétés Groupe	13	4	17	7	-	7	7	1	8
Retraites et préretraites	10	1	11	9	2	11	17	1	18
Décès	3	-	3	-	-	-	1	1	2
Fins de CDD	31	16	47	36	22	58	13	14	27
Autres	7	-	7	3	-	3	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>97</b>	<b>35</b>	<b>132</b>	<b>92</b>	<b>40</b>	<b>132</b>	<b>100</b>	<b>39</b>	<b>139</b>
% CDD/effectif total	73	27		70	30		72	28	

H : hommes - F : femmes - T : total

## 3.2.2.3.3 Pyramide de l'ancienneté

Au 31 décembre 2015	Hommes	Femmes	Total
< 1 an	98	31	129
de 1 à 5 ans	334	80	414
de 6 à 10 ans	242	81	323
de 11 à 15 ans	243	77	320
de 16 à 20 ans	221	57	278
de 21 à 25 ans	126	37	163
de 26 à 30 ans	66	22	88
> 30 ans	61	10	71
<b>ANCIENNETÉ MOYENNE</b>			<b>11,0</b>

## 3.2.2.4 Rémunérations<sup>9</sup>

### 3.2.2.4.1 Masse salariale globale

en K€

	2013	2014	2015
Masse salariale brute	63 939	66 431	70 422
Charges sociales patronales	31 685	33 107	34 172
<b>COÛT SALARIAL GLOBAL</b>	<b>95 624</b>	<b>99 538</b>	<b>104 594</b>

### 3.2.2.4.2 Participation et intéressement

en K€ ou unités d'effectif

	2013	2014	2015
Total de la réserve de participation	1 546	1 577	1 697
<b>NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES</b>	<b>687</b>	<b>849</b>	<b>844</b>
Montant global de l'intéressement	-	-	45
<b>NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>177</b>

Le Groupe ne pratique pas de distribution d'actions gratuites, ni n'attribue de stock-options.

9 : EC1 & EC5.

### 3.2.2.4.3 Pyramide des salaires des permanents (12 mois) par sexe <sup>10</sup>

en K€ ou unités d'effectif

Année 2013	Hommes		Femmes		Total	
	K€	Eff.	K€	Eff.	K€	Eff.
≤ 0,8 x Plafond SS (≤ 29 625 €)	8 335	313	2 968	117	<b>11 303</b>	<b>430</b>
> 0,8 x Plafond SS (> 29 625 €)	10 331	312	2 420	73	<b>12 751</b>	<b>385</b>
> 1,0 x Plafond SS (> 37 032 €)	7 360	182	1 785	45	<b>9 145</b>	<b>227</b>
> 1,2 x Plafond SS (> 44 438 €)	7 491	153	1 394	28	<b>8 885</b>	<b>181</b>
> 1,5 x Plafond SS (> 55 548 €)	3 724	58	1 098	18	<b>4 822</b>	<b>76</b>
> 2,0 x Plafond SS (> 74 064 €)	8 580	77	1 139	11	<b>9 719</b>	<b>88</b>
<b>TOTAL</b>	<b>45 821</b>	<b>1 095</b>	<b>10 804</b>	<b>292</b>	<b>56 625</b>	<b>1 387</b>

Plafond SS (Sécurité sociale) = 37 032 €

en K€ ou unités d'effectif

Année 2014	Hommes		Femmes		Total	
	K€	Eff.	K€	Eff.	K€	Eff.
≤ 0,8 x Plafond SS (≤ 30 038 €)	8 715	380	2 918	127	<b>11 633</b>	<b>507</b>
> 0,8 x Plafond SS (> 30 038 €)	10 466	311	2 296	68	<b>12 762</b>	<b>379</b>
> 1,0 x Plafond SS (> 37 548 €)	7 709	188	1 702	42	<b>9 411</b>	<b>230</b>
> 1,2 x Plafond SS (> 45 058 €)	7 266	148	1 216	24	<b>8 482</b>	<b>172</b>
> 1,5 x Plafond SS (> 56 322 €)	3 949	61	1 051	17	<b>5 000</b>	<b>78</b>
> 2,0 x Plafond SS (> 75 096 €)	8 857	78	1 305	12	<b>10 162</b>	<b>90</b>
<b>TOTAL</b>	<b>46 963</b>	<b>1 166</b>	<b>10 487</b>	<b>290</b>	<b>57 450</b>	<b>1456</b>

Plafond SS (Sécurité sociale) = 37 548 €

en K€ ou unités d'effectif

Année 2015	Hommes		Femmes		Total	
	K€	Eff.	K€	Eff.	K€	Eff.
≤ 0,8 x Plafond SS (≤ 30 432 €)	8 307	306	2 370	92	<b>10 676</b>	<b>398</b>
> 0,8 x Plafond SS (> 30 432 €)	9 508	325	2 702	80	<b>12 210</b>	<b>405</b>
> 1,0 x Plafond SS (> 38 040 €)	8 559	206	1 845	45	<b>10 404</b>	<b>251</b>
> 1,2 x Plafond SS (> 45 648 €)	8 133	162	1 273	25	<b>9 405</b>	<b>187</b>
> 1,5 x Plafond SS (> 57 060 €)	3 516	53	1 075	16	<b>4 591</b>	<b>69</b>
> 2,0 x Plafond SS (> 76 080 €)	8 406	75	1 195	10	<b>9 602</b>	<b>85</b>
<b>TOTAL</b>	<b>46 429</b>	<b>1 127</b>	<b>10 460</b>	<b>268</b>	<b>56 889</b>	<b>1 395</b>

Plafond SS (Sécurité sociale) = 38 040 €

10 : LA14.



## 3.2.3 Organisation du travail

### 3.2.3.1 Organisation du temps de travail

La durée de travail affichée est de 35 heures hebdomadaires.

Le nombre d'heures supplémentaires reste limité à environ 0,6% de l'horaire théorique total. La préférence donnée à l'emploi stable avec un recours limité aux heures supplémentaires s'inscrit dans une politique de maîtrise du risque et de

promotion de la sécurité, avec du personnel compétent, formé à son poste de travail, responsable et motivé.

Le recours à des interventions de salariés pour des durées déterminées, s'inscrit dans le cadre de remplacements de salariés momentanément absents (82% des CDD et 45% de l'intérim) ou pour répondre à des besoins spécifiques mais temporaires de l'activité (18% des CDD et 55% de l'intérim). L'intérim est notamment adapté à des délais courts et incertains, ou aux remplacements d'été pendant les périodes de congés. Le montant total de la sous-traitance reste limité à 19,2% du chiffre d'affaires.

#### 3.2.3.1.1 Temps partiel

Au 31 décembre

Nombre de contrats	2013			2014			2015		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
À la demande du salarié	6	55	61	2	52	54	1	56	57
Imposé par l'entreprise	-	-	-	4	-	4	3	1	4

H : hommes - F : femmes - T : total

#### 3.2.3.1.2 Travail posté

Effectif au 31 décembre

Travaillant en équipes	2013			2014			2015		
	F	A	T	F	A	T	F	A	T
2 équipes	97	172	269	97	118	215	-	150	150
3 équipes	7	23	30	-	34	34	-	36	36
> 3 équipes	-	277	277	-	276	276	-	285	285
<b>TOTAL</b>	104	472	576	97	428	525	-	471	471
% effectif postés/total	<b>34,7</b>			<b>31,1</b>			<b>26,4</b>		

F : fixe - A : alterné - T : total

#### 3.2.3.1.3 Heures supplémentaires

Au 31 décembre

Nombre d'heures supplémentaires	2013	2014	2015
HS effectuées et payées	36 667	47 437	40 584
<b>% HS/HEURES TOTALES THÉORIQUES</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>

#### 3.2.3.1.4 Intérim par motifs

Effectif moyen ETP	2013	2014	2015
Remplacement de salariés absents	63	81	78
Surcroît de travail	104	106	94
<b>TOTAL</b>	<b>168</b>	<b>187</b>	<b>171</b>

### 3.2.3.2 Absentéisme <sup>11</sup>

#### 3.2.3.2.1 Nombre de jours d'absence

Au 31 décembre			
Nombre de jours	2013	2014	2015
Total sur l'ensemble du Groupe	22 939	34 708	29 680
<b>MOYEN PAR SALARIÉ</b>	<b>13,7</b>	<b>20,5</b>	<b>16,6</b>

#### 3.2.3.2.2 Taux d'absentéisme par motifs

Au 31 décembre			
% du nbre théorique de jours travaillés	2013	2014	2015
Maladie	4,11	5,33	3,62
<i>Dont maladies professionnelles</i>	-	-	0,09
Maternité	0,47	0,63	0,34
Accidents du travail	0,36	0,95	0,68
Événements familiaux ou autres	1,23	2,15	0,78
<b>TOTAL</b>	<b>6,16</b>	<b>9,06</b>	<b>5,42</b>

### 3.2.4 Relations sociales

Séché Environnement est très attaché à la qualité du dialogue social. En effet, l'amélioration des performances individuelles et collectives nécessite une forte implication de l'ensemble du personnel, et son adhésion aux objectifs de l'entreprise.

Pour cela le Groupe fait appel à :

- l'intelligence et l'initiative des hommes et des femmes qui le composent ;
- leur mobilisation individuelle quotidienne ;
- la réactivité de tous et leur cohésion dans l'action.

#### 3.2.4.1 Conventions collectives <sup>12</sup>

% de l'effectif	2013	2014	2015
Union des Industries Chimiques (UIC)	38	37	35
Activités du déchet	46	47	49
FG3E	8	8	8
Transports routiers	4	4	4
Travaux publics	4	4	4
<b>TOTAL DE L'EFFECTIF FRANCE</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

11 : LA7 - 12 : LA4.



## 3.2.4.2 Organisation du dialogue social

L'organisation du dialogue social relève de la stricte application de la réglementation en vigueur et des procédures particulières conventionnelles (voir conventions collectives applicables en § 3.2.4.1).

Nombre de membres de	2013			2014			2015		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Comité d'entreprise	14	7	21	19	10	29	19	10	29
Comité central d'entreprise	7	3	10	7	3	10	7	3	10
Délégations uniques	20	5	25	23	2	25	20	3	23
CHSCT (pour sites > 50)			28			36			50

H : hommes - F : femmes - T : total

Nombre de réunions de	2013			2014			2015		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Comité d'entreprise			57			74			65
Comité central d'entreprise			12			10			4
Délégations uniques du personnel			67			70			27
Comité Hygiène Sécurité Conditions de Travail			50			62			66

## 3.2.4.3 Bilan des accords collectifs

Les sujets abordés sont fonction de l'évolution de la réglementation et des secteurs de conventions collectives concernées. À fin 2015, le bilan du Groupe est le suivant :

- GPEC (Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences) repris dans les accords sur le travail des seniors (100% du personnel couvert) ;
- accords sur la pénibilité (en marge y sont abordés aussi les risques psychosociaux) ;
  - > 54% du personnel n'est pas concerné, 46% a fait l'objet d'un diagnostic qui a débouché sur 35% couverts par un accord et plan d'action.
- accord sur l'égalité professionnelle (81% du personnel couvert) ;
  - > (les 19% restants n'y sont pas soumis réglementairement pour raison d'effectif des structures inférieur à 50).
- gestion du handicap (100% du personnel couvert par un accord Groupe) ;
- accords d'entreprise et/ou salariaux... selon contextes locaux.

## 3.2.5 Santé et sécurité

Le système de management des risques est uniformisé à l'échelle du Groupe dans sa globalité, tant pour les structures agissant dans les domaines du tri, du traitement jusqu'au stockage des déchets en France ou les interventions de dépollution comme de prestations de service au sein des entreprises clientes. Il englobe les effectifs permanents de l'entreprise et ceux des entreprises sous-traitantes qui peuvent être amenées à intervenir sur les sites.

Cette maîtrise des risques s'opère à plusieurs niveaux :

- une maîtrise opérationnelle des procédés associée à une analyse systématique des risques au poste de travail, se traduisant par la mise en place de périmètres et de protocoles de sécurité adaptés comme par le choix impératif des équipements de protection individuels et collectifs. Au sein de chaque unité, le document unique de prévention des risques au poste de travail est régulièrement revu et enrichi, les procédures et modes opératoires sont alimentés des retours d'expérience ;
- une qualification et un professionnalisme des opérateurs au travers de la gestion des parcours de formation des salariés, "l'accueil sécurité" systématique de tous les nouveaux opérateurs, la mobilisation régulière de tous les échelons hiérarchiques dans le cadre des quarts d'heure ou des visites de sécurité ;
- des systèmes de management qualité, environnement et sécurité certifiés pour tous les sites et domaines d'activité.

### 3.2.5.1 Conditions de santé et sécurité au travail <sup>13</sup>

#### 3.2.5.1.1 Maladies professionnelles

Le Groupe a 10 cas de maladies professionnelles déclarés, dont 2 refusés par la Caisse d'Assurance Maladie, et 8 contestés.

#### 3.2.5.1.2 Bien-être au travail

Une première étude (Trédi) sur les risques psycho-sociaux a concerné environ 28% des salariés du Groupe.

#### 3.2.5.1.3 Organisation

Tous les sites ont un responsable QSSE (Qualité Sécurité Santé Environnement) qui décline la politique à l'échelon élémentaire. Les sites sont également pourvus conformément à la loi de Comités d'Hygiène Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT).

En application des textes (art. L. 4644-1 du Code du travail) modifiant l'organisation de la surveillance et de la prévention

de la santé au travail, le Groupe nomme pour chacune de ses entreprises constitutives un "salarié aux risques professionnels" qui agit en liaison avec le médecin du travail.

#### 3.2.5.1.4 Formation à la sécurité

Des formations spécifiques sont dispensées : management et optimisation des comportements sécurité avec pour objectif de réduire les comportements à risques pouvant donner lieu à des accidents de travail. L'encadrement s'adresse aux opérateurs au cours d'interventions régulières de terrain et souligne avec chaque correspondant en situation réelle, l'adéquation ou l'inadéquation des dispositions de sécurité mises en œuvre. L'objectif est de mettre en place des mesures correctrices éventuelles et d'effectuer un transfert d'expérience.

#### 3.2.5.1.5 Certifications OHSAS 18001

Les activités du Groupe sont pour une large part certifiées OHSAS 18001. Un raisonnement par rapport aux tonnages traités (donnée la plus pertinente) dans les sites concernés (fonction des métiers exercés) conduit aux taux de couverture suivants :

Stockage	Incinération	Total tonnage
91%	90%	87%

L'intégralité des activités de plate-formes est sous certification OHSAS 18001.

#### 3.2.5.1.6 Dépenses engagées pour la sécurité

en K€	2013	2014	2015
Dépenses pour la fourniture de vêtements de travail et EPI	2 113	2 206	2 477

### 3.2.5.2 Accidents du travail <sup>14</sup>

Taux de fréquence avec arrêt de travail	2013	2014	2015
TF1 - personnel salarié	16,4	21,3	15,0
TF1 - salariés + intérimaires	18,9	24,2	16,1

Taux de gravité	2013	2014	2015
TG - personnel salarié	0,8	1,2	1,2
TG - salariés + intérimaires	0,8	1,1	1,2

13 : LA6 - 14 : LA7.



## 3.2.6 Formation

### 3.2.6.1 Politique de formation <sup>15</sup>

Seule une politique de formation ambitieuse est susceptible de permettre à l'entreprise d'atteindre ses objectifs en termes de responsabilité sociétale. Pour cela elle doit permettre à chaque collaborateur d'acquérir d'une manière appropriée une attitude, une culture et des savoirs.

Chaque salarié se doit de maîtriser son métier dans le respect des exigences santé/sécurité/environnement, mais aussi de comprendre son propre rôle dans l'organisation et d'être capable de mesurer l'impact de ses actions pour lui-même, pour les autres et pour l'activité afin de favoriser la transversalité et la coopération.

Les programmes de développement des compétences permettent aux organisations de planifier l'acquisition par leurs salariés des compétences nécessaires pour atteindre les objectifs stratégiques dans un environnement professionnel en constante évolution. Un effectif plus qualifié et mieux informé renforce le capital humain, contribuant à la satisfaction des salariés et participant à l'amélioration de leur performance.

La formation tout au long de la vie a pour objet de contribuer au développement de connaissances et de compétences permettant à chaque citoyen de s'adapter à un marché du travail en évolution permanente et de s'investir activement, quel que soit le secteur économique dans lequel il évolue. Pour les salariés proches de la retraite, la confiance et la qualité des relations de travail sont d'autant plus grandes qu'ils peuvent compter sur le soutien de l'organisation pour aborder cette période de transition.

#### 3.2.6.1.1 Budget alloué

en K€	2013	2014	2015
Valeur	1 640	1 701	1 648
<b>EN % DE LA MASSE SALARIALE</b>	<b>2,6</b>	<b>2,6</b>	<b>2,3</b>

Les entités constitutives du Groupe définissent les plans de formation au niveau des structures élémentaires, en application de la loi avec concertation des comités d'entreprise.

Il n'y a pas de document unique pour le Groupe, pour tenir compte des spécificités des métiers.

#### 3.2.6.1.2 Thématiques des formations

% des budgets dépensés	2013	2014	2015
Environnement qualité sécurité	-	44	55
Santé <sup>16</sup>	-	10	6
Métiers	-	24	26
Management, communication	-	8	7
Gestion administration, RH	-	11	5
Autres	-	3	1

Le Groupe forme son personnel dans des organismes de formation agréés et développe parallèlement des modules de formation en interne, animés par du personnel formé à cet effet.

L'approche "intégrée" des enseignements dispensés dans le cadre de cette démarche constitue son originalité. Par exemple, les formations réglementaires obligatoires (conducteurs d'engins, élingueurs...) qui, de par leur caractère répétitif et "déconnecté" des réalités du terrain induisent généralement un manque de motivation du personnel, sont autant que possible intégrées à une formation métier plus large. À titre d'illustration, au salarié formé à la conduite d'un engin de

manutention sera conjointement dispensé un enseignement relatif à l'étiquetage et au rangement des déchets conditionnés.

La sensibilisation à la responsabilité sociétale de l'entreprise est entre autres réalisée par une présentation commentée du rapport RSE de l'exercice sur les différents sites du Groupe. L'objectif est de faire participer chaque salarié au moins une fois tous les cinq ans. En 2015, 242 personnes ont assisté à la présentation du rapport RSE 2014 (contre 175 l'année précédente), soit une mobilisation de 14,4% de l'effectif France au 31 décembre 2014.

<sup>15</sup> : LA11 - <sup>16</sup> : nouvelle grille de suivi depuis 2014.

### 3.2.6.2 Formations dispensées

#### 3.2.6.2.1 Total

Effectif ou heures	2013	2014	2015
Nombre de stages dispensés	3 540	3 629	3 676
Nombre de salariés formés	1 280	1 354	1 369
Nombre d'heures de formation	30 196	29 955	29 855

#### 3.2.6.2.2 Ventilation du nombre de stagiaires

Nombre	2013			2014			2015		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Cadres	449	196	<b>645</b>	506	175	<b>681</b>	417	158	<b>575</b>
Agents de maîtrise	1 177	183	<b>1 360</b>	1 036	177	<b>1 213</b>	1 201	147	<b>1 348</b>
Employés	339	171	<b>510</b>	348	185	<b>533</b>	265	148	<b>413</b>
Ouvriers	1 015	10	<b>1 025</b>	1 143	59	<b>1 202</b>	1 276	64	<b>1 340</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 980</b>	<b>560</b>	<b>3 540</b>	<b>3 033</b>	<b>596</b>	<b>3 629</b>	<b>3 159</b>	<b>517</b>	<b>3 676</b>
% hommes/femmes	84,2	15,8		83,6	16,4		85,9	14,1	

H : hommes - F : femmes - T : total

#### 3.2.6.2.3 Ventilation du nombre de salariés formés

Nombre	2013			2014			2015		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Cadres	174	70	<b>244</b>	178	66	<b>244</b>	162	69	<b>231</b>
Agents de maîtrise	303	88	<b>391</b>	304	68	<b>372</b>	315	75	<b>390</b>
Employés	112	101	<b>213</b>	118	100	<b>218</b>	110	84	<b>194</b>
Ouvriers	424	8	<b>432</b>	497	23	<b>520</b>	524	30	<b>554</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 013</b>	<b>267</b>	<b>1 280</b>	<b>1 097</b>	<b>257</b>	<b>1 354</b>	<b>1 111</b>	<b>258</b>	<b>1 369</b>
% hommes/femmes	79,1	20,9		81,0	19,0		81,2	18,8	

H : hommes - F : femmes - T : total

#### 3.2.6.2.4 Ventilation des heures de formation

Heures	2013			2014			2015		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Cadres	3 872	1 697	<b>5 569</b>	4 599	1 534	<b>6 132</b>	4 559	1 530	<b>6 089</b>
Agents de maîtrise	8 315	1 175	<b>9 490</b>	7 683	1 205	<b>8 888</b>	8 817	718	<b>9 535</b>
Employés	3 070	1 301	<b>4 371</b>	2 647	1 242	<b>3 889</b>	1 649	872	<b>2 521</b>
Ouvriers	10 704	64	<b>10 768</b>	10 759	288	<b>11 047</b>	11 392	318	<b>11 610</b>
<b>TOTAL</b>	<b>25 961</b>	<b>4 237</b>	<b>30 198</b>	<b>25 687</b>	<b>4 268</b>	<b>29 955</b>	<b>26 417</b>	<b>3 438</b>	<b>29 855</b>
% hommes/femmes	86,0	14,0		85,8	14,2		88,5	11,5	

H : hommes - F : femmes - T : total



## 3.2.7 Égalité de traitement

### 3.2.7.1 Égalité hommes/femmes <sup>17</sup>

Voir chapitre relatif à la "Promotion et respect des conventions de l'OIT" (§ 3.2.8).

### 3.2.7.2 Personnes handicapées <sup>18</sup>

100% du personnel est dans une structure ayant un accord concernant le handicap. Le Groupe a signé un conventionnement avec l'Agefiph par lequel Séché Environnement s'engage à mettre en œuvre un certain nombre d'actions sur tous les sites du Groupe en vue de recruter à terme des travailleurs handicapés, de maintenir dans l'emploi des personnes de l'effectif propre en situation de handicap.

Nombre de bénéficiaires <sup>19</sup>	2013	2014	2015
Dans l'entreprise	53	58	61
Sous-traitance en secteur protégé	6	8	7
<b>TOTAL</b>	<b>59</b>	<b>66</b>	<b>68</b>

## 3.2.8 Promotion et respect des conventions de l'OIT

### 3.2.8.1 Liberté d'association et négociation collective <sup>20</sup>

#### 3.2.8.1.1 Politique générale

Dans ses Codes de comportements et d'actions mis à jour en 2013 (point n°4) le Groupe précise sa position :

*"Séché Environnement, acteur de la cité, respecte une stricte neutralité politique, religieuse et philosophique :*

- le Groupe s'interdit d'apporter sa contribution financière au profit de candidats, d'élus ou de partis politiques ;
- tout collaborateur peut bien évidemment participer à la vie politique à titre personnel, en dehors du lieu et du temps de travail, mais il ne peut utiliser l'image du Groupe en soutien de son engagement ;

■ le Groupe limite sa participation au financement d'associations, de fondations ou à des opérations de mécénat aux cas prévus par la législation en vigueur, s'inscrivant dans le cadre des valeurs et des priorités définies par le Groupe."

#### 3.2.8.1.2 Organisation et déroulement du dialogue social

Les négociations sont tenues en application des textes réglementaires et conventionnels, en particulier ceux des différentes conventions collectives applicables dans le Groupe.

Ainsi 15 accords ont été signés en 2015 :

- égalité professionnelle : 1
- négociations annuelles obligatoires : 8
- accords d'intéressement et/ou participation : 5
- pénibilité : 1

#### 3.2.8.1.3 Délégations syndicales

Nombre de délégués syndicaux	2013	2014	2015
<b>TOTAL</b>	<b>20</b>	<b>18</b>	<b>21</b>

#### 3.2.8.1.4 Délégations du personnel

Délégués du personnel	2013	2014	2015
Nombre	28	31	30
<b>NOMBRE DE RÉUNIONS</b>	<b>31</b>	<b>ND</b>	<b>40</b>

17 : LA14 - 18 : LA13 - 19 : valeurs arrêtées en février de l'année concernée, à la date des déclarations réglementaires - 20 : HR5 ; LA4.

### 3.2.8.2 *Élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession* <sup>21</sup>

Le Groupe se considère concerné par le respect des droits de l'homme sous ses diverses formes (liberté syndicale, interdiction du travail forcé, obligatoire et/ou des enfants, respect des populations autochtones). Toutefois il estime être très peu exposé à ce risque, l'activité du Groupe se déroulant quasi exclusivement en France où l'ensemble des salariés sont couverts par une convention collective, et où les réunions syndicales et de représentation du personnel se déroulent conformément aux réglementations sociales, et où l'application de la loi prohibe les comportements contraires à la dignité humaine.

Le Groupe s'interdit de pratiquer quelque discrimination que ce soit (raciale, ethnique, religieuse, sexuelle ou autre), à l'égard de ses employés, au recrutement, à l'embauche, durant l'exécution ou à la fin de leur contrat de travail.

Le Groupe procède généralement à des recrutements locaux et est très faiblement confronté à cette problématique. Il s'attachera davantage à conserver de grands équilibres :

- de genre : avec un effectif qui ne peut être à parité (pénibilité de certains postes) mais avec une égalité des chances (par exemple taux de cadres femmes 27,3% pour une féminisation moyenne à 22,1% ;
- de génération : équilibre de la pyramide des âges (âge moyen 41,7 ans et effectif seniors de plus de 45 ans à 42,4% du total des salariés ;
- d'expérience : avec une pyramide d'ancienneté bien équilibrée autour d'une moyenne de 11 ans ;
- 81% du personnel dispose d'un accord sur l'égalité professionnelle (les 19% restants n'y étant pas soumis réglementairement pour raison d'effectif des structures inférieur à 50).

Séché Environnement s'engage au respect de la vie privée, et signale qu'il n'a fait l'objet d'aucune plainte à ce titre, ni de la part de ses salariés, ni d'aucun tiers.

### 3.2.8.3 *Abolition du travail des enfants <sup>22</sup> et élimination du travail forcé ou obligatoire* <sup>23</sup>

Séché Environnement s'interdit le travail des enfants, le travail forcé ou obligatoire, de manière directe ou indirecte par l'intermédiaire de sous-traitants dans le cadre de leurs interventions dans les installations du Groupe. Il n'est pas acheteur de fournitures ou investissements issus de pays ne respectant pas cette éthique. Du fait des zones géographiques où le Groupe est présent, ce dernier est peu exposé à ces risques.



21 : HR4 ; LA13 & LA14 - 22 : HR6 - 23 : HR6 & HR7.



## 3.3 Informations environnementales

### 3.3.1 Politique générale en matière environnementale

#### 3.3.1.1 Organisation pour prise en compte des aspects environnementaux

##### 3.3.1.1.1 Politique générale

Le métier de Séché Environnement est la valorisation et le traitement de tous les déchets pour tous types de clients (industriels ou collectivités territoriales).

Tous les sites de traitement de Séché Environnement sont des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et respectent leur arrêté préfectoral d'autorisation qui fixe nature et volume des déchets à l'entrée, mais également donne les normes de rejets aqueux et atmosphériques. La traçabilité du déchet est sur toute la chaîne de valorisation/traitement des déchets, et le respect des normes environnementales est contrôlé par l'administration.

Il est donc de l'essence même de Séché Environnement d'adapter son outil industriel pour diminuer son impact environnemental dès promulgation réglementaire de nouvelles valeurs limites. Les mesures en sont faites sous contrôle de l'administration (DREAL) avec un large panel de techniques de mesure, physico-chimiques ou biologiques (mesures de la biodiversité et de la qualité de l'air par les lichens). L'objectif du Groupe est de traiter le déchet au bénéfice de la planète, dans le respect des normes réglementaires.

Séché Environnement ne peut toutefois se fixer d'objectifs environnementaux chiffrés absolus car le Groupe est tributaire de la qualité et du mix des déchets qu'il traite pour ses clients (industriels en particulier où l'hétérogénéité est la plus importante).

Nota :

*Ainsi le Groupe ne peut s'engager sur un objectif de performance en valeur absolue de rejet atmosphérique en soufre par exemple car celui-ci sera fonction du volume et de la teneur en soufre du déchet que ses clients lui auront confié pour traitement. Un autre exemple illustre la totale dépendance du Groupe à la nature des déchets qui lui sont remis par ses clients pour traitement : la limitation à pouvoir restreindre par une politique volontariste ses déchets. Ils sont quasi inexistantes lors de l'incinération d'un déchet liquide, ou à l'autre extrême, il restera le même tonnage sortant pour le traitement d'une terre polluée. En moyenne la masse des mâchefers représente 20 à 30% de celle des déchets entrants.*

##### 3.3.1.1.2 Démarches de certification ISO 14001 et MASE, ISO 50001

Les activités industrielles du Groupe sont intégralement certifiées ISO 14001. Seul le transport ne l'est pas, le référentiel ISO 14001 ne convenant pas à cette activité qui adhère à d'autres référentiels comme la "Charte CO<sub>2</sub> des transporteurs" pour la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

Deux sites d'incinération sont certifiés ISO 50001 pour leur gestion énergétique : Béarn Environnement et Alcéa. En 2015 ont été effectués des audits énergétiques obligatoires (décret n° 2014-1393 du 24 novembre 2014) pour Séché Éco-industries (site de Changé), Séché Éco-services et Trédi (sites de Salaise, Saint-Vulbas et Strasbourg).

#### 3.3.1.2 Organisation et information

##### 3.3.1.2.1 Organisation interne

L'exercice de cette politique est du ressort du directeur des opérations industrielles, membre de la direction générale.

Un poste spécifique de directeur de l'éco-responsabilité santé/sécurité lui est adjoint. Celui-ci a en charge le suivi et la coordination au quotidien des actions des différents sites. Ses relais de terrain sont au niveau de chaque site élémentaire : le responsable Qualité Sécurité Santé Environnement.

##### 3.3.1.2.2 Politique d'information

###### 3.3.1.2.2.1 Niveau réglementaire

Le suivi et la discussion des politiques environnementales sont effectués au sein des CLIS<sup>24</sup> ou CSS<sup>25</sup> où siègent à côté de l'industriel, les administrations, les élus, des associations, des riverains. Les bilans environnementaux y sont présentés annuellement (en sus des déclarations aux autorités DREAL<sup>26</sup>).

###### 3.3.1.2.2.2 Politique d'ouverture et de visites de sites

Accueillir des visiteurs sur les sites n'est pas qu'une démarche de connaissance mutuelle, c'est exprimer la volonté de transparence qui anime la culture de Séché Environnement. C'est également un premier geste d'information et de formation fort. Montrer la fierté des salariés à leur poste de travail et le devenir du déchet, les ressources qu'il recèle encore à condition d'avoir été trié convenablement en amont, sont des éléments de la pédagogie mise en œuvre.

Les visiteurs sont invités à découvrir les moyens mis en œuvre ainsi que les actions concrètes menées en vue de protéger la santé, l'environnement en général, et la biodiversité sur les sites de stockage en particulier, car situés en zones rurales, ce sont eux qui s'y prêtent le mieux.

En 2015, ce sont plus de 7 800 visiteurs qui ont été accueillis lors de près de 500 visites. Les journées portes ouvertes viennent s'ajouter à ces valeurs.

24 : CLIS : comités locaux d'information et de surveillance - 25 : CSS : Commission de suivi de site - 26 : DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et du Logement.

### 3.3.1.2.2.3 Nouvelles technologies de communication

Séché Environnement a mis en place dès 2011 de nouveaux outils de communication de manière à disposer d'une large palette d'outils à destination de ses parties prenantes (personnel, associations, institutions...) en utilisant les facilités offertes par internet : site corporate, site dédié à la RSE, blog et Facebook.

### 3.3.1.3 Moyens consacrés à la prévention des risques et des pollutions <sup>27</sup>

#### 3.3.1.3.1 Organisation

Établissements classés pour la protection de l'environnement, tous les sites du Groupe disposent de Plans d'opérations internes (POI), de Plans de prévention et d'intervention (PPI) en lien avec leur zone d'implantation...

Des audits de sécurité sont opérés avec les compagnies d'assurance en particulier, les contrôles des autorités (DREAL), et des exercices de simulation d'accident sont effectués en lien avec les secours extérieurs (pompiers, SDIS...<sup>28</sup>) en vue d'une formation mutuelle.

Le Groupe s'est doté au niveau direction générale d'une cellule d'urgence pouvant être activée en cas de crise, pour mobiliser tous les moyens nécessaires à un rapide retour à l'ordre après sécurisation des hommes et des biens. Elle assure la gestion de la communication en toute transparence.

#### 3.3.1.3.2 Illustrations

Quelques exemples de mesures prises en sus des équipements techniques :

- **bruit** : gestion de la circulation des camions et des engins (circuits et horaires) et capotage de certaines installations techniques (moteurs) ;
- **poussières** : lors des chantiers arrosages et plantations de végétaux ; pour les émissions de l'incinération des électro-filtres et lavages de gaz ;
- **odeurs** : travail dans le sens du vent, sur une surface limitée et recouverte d'une bâche au charbon actif la nuit et le week end, et masquant d'odeurs pour le stockage des ordures ménagères ; locaux fermés et aspiration d'air pour les fosses de l'incinération.

### 3.3.1.4 Montant des provisions et garanties pour risques environnementaux <sup>29</sup>

#### 3.3.1.4.1 Activité courante

Au jour de l'établissement du présent document, Séché Environnement n'a pas connaissance de pollutions générées par les activités du Groupe et pour lesquelles les mesures nécessaires n'ont pas été prises pour en assumer la résorption.

#### 3.3.1.4.2 Dépenses supplémentaires <sup>30</sup>

Les dépenses environnementales sont définies comme étant des dépenses supplémentaires effectuées en vue de prévenir, réduire ou réparer les dommages que l'entreprise a occasionnés ou pourrait occasionner par ses activités, à l'environnement. Sont retenues à ce titre les provisions suivies trentenaire et celles pour réhabilitation de site. Ces coûts sont liés :

- à l'élimination des déchets et aux efforts entrepris pour en limiter la quantité ;
- à la lutte contre la pollution des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines ;
- à la préservation de la qualité de l'air et du climat ;
- à la réduction des émissions sonores, et
- à la protection de la biodiversité et du paysage.

*Seules les dépenses supplémentaires identifiables sont prises en compte. Par exemple, la construction d'une station d'épuration des eaux usées constitue une dépense environnementale, mais les dépenses d'entretien supportées au cours des exercices suivants perdent leur caractère environnemental ; en revanche, les dépenses supplémentaires qui augmenteraient les capacités de traitement des eaux usées par rapport aux performances initiales, correspondent à des dépenses environnementales.*

Sont exclues du champ :

- les amendes et pénalités ;
- les dépenses dont ce n'est pas l'objet principal que de veiller à la protection de l'environnement ;
- les dépenses pouvant influencer favorablement sur l'environnement, mais qui ont avant tout pour objet de satisfaire d'autres besoins comme améliorer la rentabilité, l'hygiène ou la sécurité sur les lieux de travail (par exemple les nouveaux centres de tri).

Les éco-investissements correspondent aux dépenses en capital afférentes à des activités de protection de l'environnement (y compris les méthodes, techniques, processus, équipements ou des parties de ceux-ci) dont l'objectif principal est la collecte, le traitement, le suivi et le contrôle, la réduction, la prévention ou l'élimination des polluants et de la pollution ou de toute autre dégradation de l'environnement résultant de l'activité courante de l'entreprise.

27 : DREAL : EN 30 - 28 : SDIS : service départemental d'incendie et de secours -29 : EC2 - 30 : au sens de la recommandation n° 2003-r02 du 21 octobre 2003 du Conseil national de la comptabilité.



## VARIATION DES PROVISIONS RISQUES ET CHARGES ENVIRONNEMENTAUX

	01/01/15	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	31/12/15	DÉPENSES D'EXPLOITATION	INVESTISSEMENTS	TOTAL DÉPENSES
							Charges non provisionnées	Dépenses capitalisées <sup>31</sup>	31/12/15
<b>en K€ (classification Eurostat)</b>									
<b>3.3.1.4.2.1 Par domaine</b>									
Protection de l'air ambiant et du climat	-	-	-	-	-	-	-	91	91
Gestion des eaux usées	-	-	-	-	-	-	-	246	246
Gestion des déchets	-	-	-	-	-	-	-	1 036	1 036
Protection et assainissement du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface	-	-	-	-	-	-	9	-	9
Lutte contre le bruit et les vibrations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de la biodiversité et du paysage	-	4	-	-	-	4	5	-	9
Protection contre les rayonnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recherche et développement	-	-	-	-	-	-	37	-	37
Autres activités de protection contre l'environnement	17 014	589	1 169	72	-	16 362	55	5 421	5 993
<b>TOTAL</b>	<b>17 014</b>	<b>593</b>	<b>1 169</b>	<b>72</b>	<b>-</b>	<b>16 366</b>	<b>107</b>	<b>6 793</b>	<b>7 421</b>
<b>3.3.1.4.2.2 Par type d'actions</b>									
Pré-traitement, traitement et élimination	-	-	-	-	-	-	69	5 316	5 385
Mesure et contrôle	-	-	-	-	-	-	-	307	307
Recyclage, valorisation	-	4	-	-	-	4	37	1 079	1 121
Prévention des pollutions	17 014	589	1 169	72	-	16 362	-	91	607
<b>TOTAL</b>	<b>17 014</b>	<b>593</b>	<b>1 169</b>	<b>72</b>	<b>-</b>	<b>16 366</b>	<b>107</b>	<b>6 793</b>	<b>7 421</b>

31 : y compris travaux de désamiantage à Sénerval pour 5 286 milliers d'euros.

### 3.3.2 Impacts de l'activité de gestion des déchets

#### 3.3.2.1 Eau : approvisionnement, consommation et rejets

##### 3.3.2.1.1 Politique de l'eau

Pour ce qui est de la gestion des eaux (de ruissellement et process), les aires de travail sont étanches et les eaux sont collectées et traitées sur site. Une large part des eaux traitées sera utilisée sur place soit dans des process (stabilisation),

pour du lavage de camion, le nettoyage du site ou l'arrosage des espaces verts. Hormis les eaux sanitaires certains sites sont autonomes (Changé) voire restituent plus d'eau au milieu naturel qu'ils n'en consomment (Hombourg - physico-chimique).

##### 3.3.2.1.2 Consommation d'eau <sup>32</sup>

en milliers de m <sup>3</sup>			
Consommation	2013 pro forma	2014	2015
Incinération	3 073	3 239	3 400
Autres métiers	192	191	179
<b>TOTAL</b>	<b>3 265</b>	<b>3 430</b>	<b>3 579</b>

2013 publié : 4 119 dont 3 927 en incinération.

Outre les eaux sanitaires et de nettoyage, certaines techniques de traitement consomment des quantités significatives d'eau. C'est le cas notamment des systèmes d'épuration associés aux traitements humides des gaz issus

de l'incinération, et la stabilisation des déchets ultimes avant stockage. D'importants programmes d'économies et de recyclage ont été mis en œuvre ces dernières années, conduisant à une diminution constante des volumes prélevés.

##### 3.3.2.1.3 Origines de l'eau consommée <sup>33</sup>

en milliers de m <sup>3</sup>			
Sources d'approvisionnement	2013 pro forma	2014	2015
<b>TOTAL CONSOMMÉ</b>	<b>3 265</b>	<b>3 430</b>	<b>3 579</b>
<i>Dont prélèvement en nappe phréatique</i>	<i>2 900</i>	<i>2 898</i>	<i>2 954</i>
<i>Dont réseau adduction d'eau de ville</i>	<i>358</i>	<i>382</i>	<i>458</i>
<b>PROPORTION EX NAPPES PHRÉATIQUES</b>	<b>93,7%</b>	<b>88,7%</b>	<b>85,9 %</b>
Eaux recyclées dans les process (évitement de prélèvement)	193	175	151

2013 publié : 4 119 dont 3 748 en eau de nappe (94,9%) et 364 en réseau d'adduction en incinération.

L'eau provient soit de réseaux d'adduction, soit de retenues d'eau, soit de pompages dans des puits aucun n'étant situé dans des zones protégées (zones humides recensée RAMSAR).

Le prélèvement dans les nappes phréatiques n'est pas significatif (< 5%) par rapport aux réserves que représentent ces dernières et ne risque aucunement de provoquer une baisse de leur niveau. Les principaux prélèvements sont effectués à Saint-Vulbas (01) et à Salaise (38) dans les importantes nappes non fossiles alimentées par les eaux des Alpes.

En l'absence d'eau industrielle, prélever dans une nappe dans ces conditions est de moindre impact environnemental

que l'utilisation d'une eau de réseau qui a donné lieu au préalable à des traitements destinés à lui donner sa potabilité, non nécessaire pour les usages industriels.

Des actions de valorisation ont été lancées sur certains sites, comme le recyclage des eaux de pluie ou l'utilisation des lixiviats du stockage de déchets comme eaux de process en particulier dans la stabilisation de déchets à admettre en installation de stockage de déchets dangereux.

32 : EN8 - 33 : EN9 - Seules les eaux recyclées en process sont comptabilisées à l'exclusion de celles utilisées en second usage pour de l'arrosage, du lavage de camions ou du nettoyage de voirie.



## 3.3.2.1.4 Restitutions d'eau au milieu naturel <sup>34</sup>

en milliers de m<sup>3</sup>

Restitutions	2013 pro forma	2014	2015
<b>TOTAL</b>	<b>2 508</b>	<b>2 393</b>	<b>2 388</b>
<i>Dont rejets via une station d'épuration</i>	<i>2 419</i>	<i>2 393</i>	<i>2 388</i>
<b>RELATIF À LA CONSOMMATION</b>	<b>77,0%</b>	<b>70,0%</b>	<b>66,9%</b>

2013 publié : 2 812 dont 2 714 via STEP 68,4%.

Une partie des rejets d'eau se fait sous forme de vapeur d'eau dans les processus thermiques. Les autres rejets (sous forme liquide) des différentes installations du Groupe sont réalisés après épuration et contrôle précis des différentes substances chimiques contenues. Les paramètres pris en compte sont entre autres les métaux lourds (indice METOX), la demande chimique en oxygène (DCO), les matières en suspension (MES).

Il va de soi que du fait de son activité et de son organisation, Séché Environnement ne pratique aucun rejet volontaire de produits chimiques, huiles ou carburants dans le milieu naturel. Aucun rejet accidentel n'a non plus été constaté ces dernières années.

Les principales sources d'émissions après traitement dans le milieu aquatique sont :

- l'activité stockage qui produit des lixiviats épurés (partiellement réutilisés en stabilisation) ;
- les ateliers de traitement physico-chimique ;
- les unités de traitement humide des gaz d'incinération.

Les milieux aquatiques récepteurs sont des stations d'épuration prévues à cet effet, puis des cours d'eau à fort débit (ex : le rejet de Salaise de 100 m<sup>3</sup>/heure dans le Rhône dont le débit moyen est de 3,7 millions de m<sup>3</sup>/heure). Il n'y a aucun rejet dans un milieu ou une zone sensible.

## 3.3.2.1.5 Qualité des eaux restituées au milieu naturel <sup>35</sup>

en tonnes par an

Contaminants	2013 pro forma	2014	2014 pro forma 2015	2015
Sels solubles	7 400	6 903 <input checked="" type="checkbox"/>	6 834	6 414 <input checked="" type="checkbox"/>
DCO - demande chimique en oxygène	245	197 <input checked="" type="checkbox"/>	-	27 <input checked="" type="checkbox"/>
MES – matières en suspension	22,3	21,5 <input checked="" type="checkbox"/>	-	1 <input checked="" type="checkbox"/>
Métaux totaux	1,4	1,0 <input checked="" type="checkbox"/>	0,2	0,3 <input checked="" type="checkbox"/>
METOX - indice	4,8	2,3 <input checked="" type="checkbox"/>	1,7	2,2 <input checked="" type="checkbox"/>
AOX	11,5	1,0 <input checked="" type="checkbox"/>	-	1,3 <input checked="" type="checkbox"/>

2013 publié : sels solubles 8 921. DCO - demande chimique en oxygène 249. MES - matières en suspension 22,7. Métaux totaux 1,7. METOX - Indice 6,0. AOX 11,71 (valeur corrigée, une erreur matérielle ayant conduit à publier 0,9 l'an passé).

## 3.3.2.2 Matières premières consommées : quantités et origines <sup>36</sup>

Ramenées à la tonne de déchets traités, les activités les plus consommatrices de matière sont le stockage et la stabilisation, puis les traitements (physico-chimique et incinération). Les consommations de matières premières sont fonction de la nature des déchets à traiter (réactifs ou "produits chimiques") ou des travaux à réaliser (alvéoles de stockage en construction ou "matériaux de TP"). Une part des besoins en

matière première est couverte par du recyclage interne au Groupe, des déchets triés et traités pouvant constituer des matières premières pour sa propre activité.

La liste des matières composant la "consommation" a été élargie pour intégrer des produits entrant dans le calcul du bilan de gaz à effet de serre pour le jour où le Groupe décidera de passer au scope 3.

<sup>34</sup> : EN10 - <sup>35</sup> : en 2013, Opale Environnement avait fait traiter une partie de ses lixiviats (particulièrement abondants cette année-là) dans une STEP à l'extérieur de son site, de ce fait les AOX ont été comptabilisés en sortie de STEP externe, moins performante que l'osmose inverse du site. En 2014, tous les traitements ont été effectués en interne, les AOX étant traités sur cette installation - <sup>36</sup> : Pour 2014 pro forma et 2015 : zéro lié aux mesures sur chaque site < au seuil de déclaration.

en milliers de tonnes

Consommation	2013 pro forma	2014	2015
Matières premières achetées (chimie)	28	31	31
Matières premières achetées (usage TP)	96	114	85
<b>TOTAL MATIÈRES PREMIÈRES ACHETÉES</b>	<b>125</b>	<b>145</b>	<b>117</b>
Matières premières issues du recyclage (TP)	147	131	119
<b>TOTAL MATIÈRES PREMIÈRES UTILISÉES</b>	<b>272</b>	<b>276</b>	<b>236</b>
<b>PROPORTION ISSUE DE DÉCHETS</b>	<b>54,5%</b>	<b>47,9%</b>	<b>51,6 %</b>

2013 publié : MP chimie 29. Total MP achetées 126. Proportion issue des déchets 54,2%.

### 3.3.2.3 Impacts des rejets atmosphériques <sup>37</sup>

Émissions	2013 pro forma	2014	2014 pro forma 2015	2015
Oxydes d'azote en tonnes NO <sub>2</sub>	402	368 <input checked="" type="checkbox"/>	368	374 <input checked="" type="checkbox"/>
Dioxyde de soufre en tonnes SO <sub>2</sub>	137	285 <input checked="" type="checkbox"/>	152	207 <input checked="" type="checkbox"/>
Acide chlorhydrique en tonnes HCl	7,3	7,2 <input checked="" type="checkbox"/>	5,5	7,1 <input checked="" type="checkbox"/>
Poussières en tonnes	7,5	11,9 <input checked="" type="checkbox"/>	4,3	4,0 <input checked="" type="checkbox"/>
Dioxines et furanes en grammes	0,092	0,094 <input checked="" type="checkbox"/>	0,093	0,1430 <input checked="" type="checkbox"/>

2013 publié : 485 tonnes NO<sub>2</sub>. 159 tonnes SO<sub>2</sub>. 9,7 tonnes HCl. 10,5 tonnes poussières. 0,149 g dioxines.

L'exploitation des usines d'incinération s'accompagne du rejet d'effluents gazeux et de poussières dont l'épuration fait l'objet de contrôles très précis. Sont en particulier analysés l'acide chlorhydrique (HCl) et le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) pour leur pouvoir acidifiant, le monoxyde de carbone (CO), les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) source d'eutrophisation.

### 3.3.2.4 Utilisation des sols <sup>38</sup>

Pour le paysage des sites de stockage, une équipe d'écologues est active depuis 1994 pour en assurer l'intégration. Des schémas directeurs sont établis, préservant les zones écologiques sensibles (zones humides en particulier) et des simulations sont faites pour permettre des échanges avec les populations riveraines. En cours d'exploitation, cette équipe veillera au bon équilibre de la nature et boisera et ensemencera avec des espèces locales. Elle vérifie le bon état des sites par des indicateurs scientifiques (IBGN, comptage des oiseaux selon un protocole du Muséum national d'histoire naturelle, des amphibiens...). Le paysage fera également l'objet d'un tableau de bord de suivi mettant en évidence les importances des surfaces vues de l'extérieur du site avec de la nature, des aires de chantier, des déchets temporairement visibles.

Recensement effectué selon la Stratégie Nationale pour la Biodiversité : 1 344 ha d'emprise foncière totale au 31/12/2015.

### 3.3.2.5 Prévention, recyclage et élimination des déchets <sup>39</sup>

Le métier de Séché Environnement étant le traitement des déchets, le Groupe a des déchets ultimes qui ne constituent que le reliquat de 2 376 milliers de tonnes de déchets réceptionnés des clients pour traitement.

À l'identique et sous les mêmes réserves de nature et volume des déchets confiés pour le traitement, Séché Environnement se donne pour objectif de privilégier la valorisation matière (cas par exemple pour des bains chromiques ou des boues contenant des métaux tels que nickel, zinc ou molybdène) ou énergétique.

La valorisation matière résultera principalement de la qualité du recyclage qui peut être opéré sur les déchets reçus de la clientèle. La qualité de tri chez le producteur est alors primordiale, et échappe à la sphère d'influence du Groupe. Pour un tri optimisé, Séché Environnement a construit des plates-formes de tri de déchets non dangereux (emballages en particulier) automatisées et dotées des technologies les plus modernes de tri optique, balistique... Les investissements dans la fabrication d'un Combustible Solide de Récupération (CSR) destiné à la vente s'inscrivent dans cette logique de valorisation de la matière (activité en démarrage).

Ainsi Séché Environnement ne génère pas à proprement parler des déchets, mais au contraire les traite, assure leur meilleure valorisation, réduit leur volume et concentre leur dangerosité dans des "déchets de déchets" qu'il stocke en sécurité en les isolant de tout contact avec la biosphère.

Les statistiques sont basées sur la distinction européenne dans la nomenclature des déchets (R = recycling et D = disposal). Elles ne concernent que les déchets de l'activité et n'englobent plus les tonnages de valorisation effectuées pour le compte des clients (recyclage de solvants, plates-formes de tri d'emballages ménagers...).

37 : EN19 &amp; EN20. 38 : EN2. - 39 : EN11.



# Informations en matière sociale, environnementale et sociétale



en milliers de tonnes

Valorisation de déchets (critère R)	2013 pro forma	2014	2015
Déchets dangereux produits et valorisés	7,6	11,2	14,5
Déchets non dangereux produits et valorisés	89,0	151,7	162,0
<b>TOTAL</b>	<b>96,6</b>	<b>162,9</b>	<b>176,5</b>

2013 publié : DD 8. DND 93. Total 100.

en milliers de tonnes

Production de déchets (critère D)	2013 pro forma	2014	2015
<b>DÉCHETS DANGEREUX - TOTAL</b>	<b>127,5</b>	<b>139,7</b>	<b>124,8</b>
<i>Dont réorientés vers un autre centre du Groupe</i>	<i>91,6</i>	<i>97,2</i>	<i>92,0</i>
<b>DÉCHETS NON DANGEREUX - TOTAL</b>	<b>68,1</b>	<b>106,2</b>	<b>161,1</b>
<i>Dont réorientés vers un autre centre du Groupe</i>	<i>22,9</i>	<i>95,5</i>	<i>32,3</i>

2013 publié : DD 135,6, réorientés 91,6. DND 81,5, réorientés 36,3.

## 3.3.2.6 Énergie <sup>40</sup>

Total en GWh par an

	2013 pro forma	2014	2015
<b>PRODUCTION D'ÉNERGIE</b>	<b>704,7</b>	<b>620,4</b> <input checked="" type="checkbox"/>	<b>644,4</b> <input checked="" type="checkbox"/>
Vente externe d'énergie	559,1	555,7 <input checked="" type="checkbox"/>	549,2 <input checked="" type="checkbox"/>
Production et consommation interne	145,6	64,7 <input checked="" type="checkbox"/>	95,1 <input checked="" type="checkbox"/>
Achats d'énergie	208,8	218,7 <input checked="" type="checkbox"/>	223,8 <input checked="" type="checkbox"/>
<b>CONSOMMATION D'ÉNERGIE</b>	<b>-</b>	<b>283,4</b> <input checked="" type="checkbox"/>	<b>319,0</b> <input checked="" type="checkbox"/>
Autosuffisance énergétique	199,0%	219,0% <input checked="" type="checkbox"/>	202,0% <input checked="" type="checkbox"/>

2013 publié : production 1014,0. Vente 763,8. Conso. interne 250,2. Achats 246,8. Autosuffisance 204%.

40 : EN3, EN4 & EN5.

### 3.3.3 Changement climatique

#### 3.3.3.1 Certification “système de management de l’engagement climat” par Ecocert

Séché Environnement s’est vu décerner en 2015 la certification “Engagement Climat” par Ecocert. C’est la première entreprise de son secteur industriel à recevoir cette certification pour l’ensemble de ses sites.

Ce référentiel est le résultat d’une initiative d’Ecocert Environnement, organisme certificateur spécialisé dans le domaine environnemental et le développement durable, engagé dans la lutte contre le changement climatique pour répondre aux problématiques suivantes :

- la qualité, le suivi et la vérification de la comptabilité, des actions de réduction et de la compensation des émissions de GES ;
- la reconnaissance d’une démarche d’ensemble pour la lutte contre le changement climatique ;
- la structuration d’une communication sur les démarches entreprises associées aux GES ;
- le besoin de reconnaissance par un organisme indépendant des efforts engagés.

Le système de management de l’engagement climat (SMEC) est attribué sous réserve de conformité au SMEC vérifiée à l’occasion d’un audit externe annuel. Il s’appuie sur les référentiels suivants :

Approches	Normes	Méthodologies et outils	Base de données
Système de management de l’environnement	ISO 14001 ISO 14004 ISO 14010		
Affichage environnemental	ISO 14020 ISO 14021 ISO 14024 ISO 14025		
Inventaire des émissions de GES - approche organisme	ISO 14064 ISO 14065 ISO 14067	GHG Protocol Bilan Carbone® Bilan GES cf. article 75 PAS 2050	Base Carbone® (ADEME)
Analyse de cycle de vie (ACV)	ISO 14040 ISO 14044	Bilan Produit (ADEME) BP X30	Eco Invent Gabi

Le référentiel “Engagement climat” évalue la cohérence, la pertinence et l’efficacité des actions menées par l’organisation afin de réduire son empreinte carbone. La démarche s’appuie sur :

- la mesure régulière des émissions de GES par l’organisation, qui permet de prendre conscience de son propre impact climatique et de déterminer sa dépendance aux variations des prix de l’énergie ;
- la réduction progressive des émissions de GES. Cette action est au cœur de la démarche. Après avoir mesuré ses émissions de GES, l’organisation met en place diverses actions de réduction (écoconception, efficacité énergétique, transport alternatif, process, sourcing...) et sensibilise progressivement toutes ses parties prenantes afin que chacune agisse en fonction de ses responsabilités.

#### 3.3.3.2 Bilan carbone® (article 75 loi Grenelle) et émissions de gaz à effet de serre <sup>41</sup>

L’article 75 de la loi 2010-788 du 12 juillet 2010 impose d’effectuer un bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES). Depuis plusieurs années, Séché Environnement calculait ses émissions de GES. À compter de 2011, il applique la méthodologie du Bilan d’Emissions de Gaz à Effet de Serre (BEGES) réglementaire appuyé sur le Bilan Carbone®V7 initié par l’ADEME et aujourd’hui porté par l’Association Bilan Carbone®. L’exercice de référence pour le premier bilan établi dans ce cadre est celui de 2011.

Conformément aux exigences de la réglementation, le périmètre opérationnel retenu est l’ensemble des postes d’émissions GES directes et indirectes associées à l’énergie, c’est-à-dire aux postes des catégories ou scopes 1 (émission

41 : EN16 & EN17.



de GES dont la source, fixe ou mobile, est contrôlée par la personne morale) et 2 (émission de GES provenant de la production de l'électricité, de la chaleur ou de la vapeur importée et consommée par la personne morale pour ses activités).

Le cycle du carbone est un cycle biogéochimique résultant d'échanges complexes entre l'atmosphère, les océans, les matières vivantes et minérales.

### Le cycle de "court terme" de la biomasse

La biomasse assimile le carbone par photosynthèse lors de sa croissance. Sa dégradation naturelle par putréfaction sous forme  $\text{CO}_2$  et  $\text{CH}_4$ , relargue naturellement le carbone préalablement stocké : c'est le cycle court du carbone, dit biogénique. Dans ce cycle naturel en équilibre, l'impact sur l'effet de serre du " $\text{CO}_2$  biogénique" est considéré quasi nul.

En conséquence, il est admis que le carbone d'origine biomasse (matériaux biodégradables, cartons, déchets ménagers organiques...) réémis sous forme de  $\text{CO}_2$  lors du traitement des déchets n'a pas ou peu d'impact sur l'effet de serre. Le  $\text{CH}_4$ , dont le PRG est beaucoup plus important et souvent attribuable à des activités humaines, par exemple le stockage partiellement anaérobie des déchets, doit, lui, être pris en compte.

### Le cycle de "très long terme" du carbone fossile

Le carbone contenu dans les matières fossiles a été piégé au cours de cycles de plusieurs millions d'années dans des "réservoirs géologiques" sans pratiquement plus aucun échange avec l'atmosphère depuis des millénaires. La combustion de carburants fossiles ou de matières dont le carbone est d'origine fossile (plastiques...) déséquilibre donc le cycle "naturel" du carbone en injectant dans l'atmosphère des quantités massives de  $\text{CO}_2$  et de  $\text{CH}_4$ . C'est un ajout net de carbone à l'atmosphère sur une échelle de temps de l'ordre de 100 ans.

En conséquence :

**Le carbone d'origine fossile** contribue, sur cette échelle de temps, à augmenter la concentration de  $\text{CO}_2$  dans l'atmosphère et **a ainsi un impact déterminant sur le changement climatique.**

**Le carbone biogénique doit être quantifié séparément** car il est considéré sans impact sur le changement climatique. Concernant les activités de gestion de déchets, le carbone biogénique est issu de la composante fermentescible des déchets.

en milliers de tonnes eq $\text{CO}_2$

Émissions pour scopes 1 + 2	2013 pro forma 14	2014	2014 pro forma 15	2015
Bilan Carbone® - Carbone fossile	608,1	603,9	573,5	560,4
Bilan Carbone® - Carbone biogénique	287,3	299,4	340,0	299,5
<b>BILAN CARBONE® - CARBONE TOTAL</b>	<b>895,4</b>	<b>903,3</b>	<b>913,5</b>	<b>859,9</b>
Incertitude de la mesure Bilan Carbone®	133,4	158,8	61,1	55,0

2013 publié : fossile 726,2. Biogénique 439,9. Total 1161,1. Incertitude 226,7.

### 3.3.3.3 Gaz à effet de serre évités <sup>42</sup>

#### 3.3.3.3.1 Principe

Les émissions atmosphériques dans le traitement de déchets dépendent du type de déchet et du process utilisé.

Exemples :

■ **stockage avec production de méthane** : la réglementation ne prévoit que le brûlage à la torchère du méthane pour abattre son pouvoir de réchauffement global qui est 28 fois plus élevé que le gaz carbonique. Le Groupe valorise ce méthane en produisant électricité et vapeur : l'abattement est le même, mais le Groupe est à l'origine de gaz à effet de serre évités au titre de cette production d'énergie qui aurait nécessité la consommation d'une énergie fossile par ailleurs. S'agissant de carbone biogénique, dans la méthodologie Bilan Carbone® ces émissions évitées ne seront plus comptabilisées comme telles ;

■ **incinération avec production d'énergie** : avant toute chose, le Groupe dispose d'installations de traitement des fumées pour être conforme à la réglementation. La production d'énergie, est à l'origine de gaz à effet de serre évités. Des travaux de R&D ont permis par ailleurs d'abattre d'autres gaz à effet de serre (oxydes d'azote) par injection d'urée dans le traitement des fumées, et des solutions de captage du  $\text{CO}_2$  dans les fumées par techniques membranaires ont donné lieu récemment à dépôt de brevets ;

■ **traitement de gaz industriels** : leur traitement permet d'abattre des quantités considérables de GES car s'appliquant à des gaz comme les CFC,  $\text{SF}_6$ ... au pouvoir de réchauffement de 23 900 fois le  $\text{CO}_2$ .

42 : EN18.

**3.3.3.3.2 Du fait de la valorisation énergétique**

en milliers de tonnes eqCO <sub>2</sub>				
GES évités pour scopes 1 + 2	2013 pro forma	2014	2014 pro forma	2015
GES évités hors énergie autoconsommée	34,8	39,9	77,2	75,3

2013 publié : 40,0.

**3.3.3.3.3 Par le traitement de gaz industriels à fort pouvoir de réchauffement**

Les gaz abattus sont le fruit du traitement de gaz tels que les CFC, le halon, le SF<sub>6</sub>... à très fort pouvoir de réchauffement climatique global (de 25 000 à 29 000 le CO<sub>2</sub>).

en milliers de tonnes eqCO <sub>2</sub>			
GES abattus	2013 pro forma	2014	2015
GES abattus ex gaz industriels traités <sup>43</sup>	4 776	2 920	4 094

**3.3.3.4 Mesures d'adaptation - transports**

Séché Environnement est engagé dans le programme "Objectif CO<sub>2</sub>" dans le cadre de la Fédération Nationale des Transporteurs Routiers (FNTR) : ses émissions de gaz à effet de serre liées au transport ont diminué de 9,7% sur la période 2009/2012. Cette performance a pu être atteinte grâce à deux types d'actions :

- le transfert d'une part significative des transports de la route vers le fer, avec la création en collaboration avec d'autres industriels d'une ligne de fret spécifique pour conteneurs Marseille/Salaise/Lyon/Château-Gontier/Longuefuye exploitée par Combiwest. Ce report modal a permis à Séché Environnement d'éviter sur une année plus de 2 200 camions entre Salaise et Changé, soit 1,8 million de km de transports par camion. Le bilan carbone émis à la tonne transportée a été abaissé de 43 kg à 5 kg, soit un facteur de réduction de 8,6.
- la gestion de la flotte de camions avec des améliorations de matériels (Euro 5 EEV à boîtes robotisées) et une formation accrue des chauffeurs à l'écoconduite.

Un nouvel engagement de réduction, de 5% cette fois-ci, a été pris sur la période 2013 /2016.

**3.3.4 Protection de la biodiversité****3.3.4.1 Certification "Système de management de la biodiversité" par Ecocert**

Séché Environnement s'est vu décerner en 2015 la certification "Engagement biodiversité" par Ecocert. C'est la première entreprise à recevoir cette certification et ce pour ses cinq sites de stockage. Cette certification définit et structure un cadre permettant de répondre aux attentes et aux exigences concernant l'enjeu "Biodiversité dans les normes (ISO 14001, ISO 26000)", les référentiels de notation extra-financière (GRI) et autres textes réglementaires (loi Grenelle 2 - article 225).

Les sept caractéristiques de la certification Engagement biodiversité sont les suivantes :

- une certification universelle qui s'adapte à toutes les typologies d'organisations au niveau international (petite ou grande entreprise, collectivité, territoire, parc naturel ou aire de conservation...);
- une certification qui traite de la biodiversité locale comme de la biodiversité impactée tout au long de la chaîne de valeur de l'organisation, sur les territoires directs et indirects liés à ses activités ;
- une certification qui s'attache à favoriser la prise de conscience du rôle et de la dépendance des organisations par rapport à la biodiversité ;

43 : Valeurs recalculées pour 2012 sur la base de l'inventaire précis des gaz réceptionnés, connus seulement à l'issue des traitements (fin de semestre de l'année n+1) avec extrapolation à 2013.



- une certification qui implique les parties prenantes afin de connecter l'organisation avec son territoire au service du partage d'informations et de la capitalisation de l'expérience ;
- une certification centrée sur la mesure d'empreinte biodiversité au travers d'une évaluation régulière des pressions exercées par les activités de l'organisation sur la biodiversité plutôt que focalisée uniquement sur l'inventaire de la biodiversité à un instant donné. Cette approche favorise la résilience des écosystèmes et contribue à renforcer la robustesse de leurs fonctions écologiques ;
- une certification qui privilégie l'évitement et la réduction des pressions exercées sur la biodiversité au niveau de l'exercice du métier, en anticipant les impacts dès la phase de conception des projets, sans oublier les aménagements écologiques des infrastructures ;
- une certification valorisant une dynamique d'amélioration continue de la performance biodiversité permettant à chaque organisation suite à son analyse, de monter en maturité et d'agir progressivement au quotidien sur les leviers permettant de réduire les pressions sur les écosystèmes tout en générant des impacts positifs sur les territoires.

### 3.3.4.2 **Politique, gestion et préservation de la biodiversité**

Pour son activité et d'une manière générale, Séché Environnement est convaincu que la préservation de la biodiversité sera un enjeu important des prochaines décennies. Son métier met Séché Environnement en contact permanent avec la nature, sur ses sites mais aussi en dehors, à travers ses relations de voisinage et son inscription dans les territoires. Son activité est moins dépendante que potentiellement impactant sur les milieux.

L'identification, et l'analyse de la valeur d'un milieu par l'expertise de sa biodiversité, doivent permettre de concilier au plus près la gestion des espaces dits naturels avec ceux à usage industriel ou domestique, principalement dans toutes les activités gourmandes en territoire.

Pour cela il est nécessaire d'identifier les différentes pressions environnementales sur ces territoires y compris en dehors des secteurs ayant un statut de classement Natura 2000, ou de type parc naturel régional. La biodiversité est au cœur même des activités humaines, sa préservation doit être prise en compte de manière intrinsèque dans toutes les activités humaines, comme il est fait pour l'eau ou l'air issu des procédés industriels.

Éco-compatibilité des végétaux plantés, choix des semences, gestion différenciée des espaces, restauration de zones humides, sont autant d'éléments qui participent à la préservation de la biodiversité sur les sites du Groupe. Les résultats des suivis, notamment ceux du programme STOC de comptage de l'avifaune avec le Muséum national d'histoire

naturelle, démontrent l'efficacité de ces mesures engagées depuis de nombreuses années. S'inscrivant dans une dynamique de progrès continu, d'autres programmes de suivi des écosystèmes sur d'autres groupes de la faune sont en cours de mise en place.

Le lien qui unit Séché Environnement à la biodiversité environnante est d'autant plus fort qu'occupant un foncier notable, il lui est possible de mettre en œuvre une action cohérente de préservation et de suivi du monde animal et végétal. Les fruits de cette action s'étendent au-delà de l'aire de ses sites propres du fait des échanges existant entre territoires (les corridors écologiques).

La démarche se résume en quelques points :

- préservation des secteurs à valeur patrimoniale dès la conception du projet ;
- mise en place de mesures de suivi du maintien de la biodiversité ;
- non-dissociation des paysages et de la biodiversité, c'est-à-dire intégrer dans les programmes de paysage ou de renaturation les éléments concourant à enrichir la biodiversité, en accordant une attention particulière aux choix des végétaux, arbustes, arbres, et semences, de préférence endogènes ;
- application d'une gestion adaptée des secteurs naturels notamment à travers la gestion différenciée : outil qui détermine les moyens et le timing pour les entretiens des zones naturelles protégées et des zones proches (fauches tardives, génie écologique des mares et cours d'eau, conservation d'arbres morts...). L'usage du pastoralisme s'inscrit dans cette politique, avec des highland cattle pour l'entretien des zones humides ou encore la chèvre des fossés (espèce locale en voie de disparition) pour le débroussaillage des zones en pentes et difficiles d'accès aux hommes.

### 3.3.4.3 **Suivi de la certification "Engagement reconnu dans la Stratégie Nationale pour la Biodiversité"**

Séché Environnement a adhéré à la Stratégie Nationale pour la Biodiversité (SNB). Son engagement a été reconnu par le MEDDE en janvier 2014, initiant de ce fait la mise en œuvre de son plan d'action triennal. Le Groupe a bénéficié de l'expertise de la Ligue pour la Protection des Oiseaux pour la formalisation de ses engagements. L'engagement suit quatre axes :

- 1 : inscrire les actions en faveur de la biodiversité dans une continuité spatiale et temporelle, et impulser une démarche de progression sur un large périmètre de filiales du Groupe ;

- 2 :** faire de la biodiversité un axe fédérateur en interne ;
- 3 :** se servir de la biodiversité comme d'un levier dynamisant vers les parties prenantes et les clients ;
- 4 :** développer l'intérêt des personnes pour la préservation de la biodiversité à travers une démarche artistique ou culturelle.

Pour visualiser l'état d'avancement de la SNB sur les 15 sites et les 4 engagements, un tableau de synthèse fait apparaître la mise en place ou non d'actions dans les engagements concernés en 2014 et au cours du premier semestre 2015, étant rappelé que les plans d'actions sont déployés sur la durée de trois ans de la SNB.

#### Bilan à mi-parcours

Métiers et sites engagés dans la SNB		Actions année 2014				Actions 1 <sup>er</sup> semestre 2015			
<b>Incinération</b>	Trédi Saint-Vulbas	-	2	3	-	-	2	3	4
	Trédi Salaise	-	2	3	-	1	2	3	-
	Alcéa	1	2	3	-	1	-	3	4
	Béarn	-	2	3	-	-	2	3	4
	Trédi Strasbourg	1	2	-	-	1	2	-	-
<b>Autres process industriels</b>	SPP Beaufort	1	2	3	-	1	2	3	-
	Triadis Beaufort	1	2	3	-	1	2	3	-
	Trédi Hombourg	1	2	3	-	1	2	3	-
	SPP Saint-Vulbas	-	2	3	-	-	2	3	4
<b>Installations de stockage</b>	SEI Changé	1	2	3	4	1	2	3	4
	SEI La Dominelais	1	2	3	4	1	2	3	4
	Drimm	1	2	3	-	1	2	3	-
	Opale	1	2	3	-	1	2	3	4
	ISDND Gabarre	1	2	3	-	-	-	-	-
	SEI Le Vigean	1	2	3	4	1	2	3	4
<b>Proportion de sites ayant eu au moins une action biodiversité dans l'engagement correspondant sur l'ensemble des 15 sites</b>		<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
		73%	100%	93%	20%	73%	87%	87%	53%

### 3.3.5 Double certification "Engagement climat et Engagement biodiversité"

Ces deux certifications décernées par Ecocert témoignent de la prise en compte au cœur du modèle économique et de gouvernance de Séché Environnement de ces deux enjeux, climat et biodiversité. Elles illustrent l'effort réalisé par le Groupe pour mesurer ses impacts en termes d'émission de gaz à effet de serre, de consommations de ressources naturelles, de prévention des pollutions, de gestion des habitats et des continuités écologiques, de gestion des espèces invasives. Ensuite elles valorisent le plan de réduction de ces pressions sur le milieu dans une démarche d'amélioration continue.

Dans le cadre de ses échanges avec ses parties prenantes sur ces thématiques, Séché Environnement a organisé une conférence intitulée : "À quoi sert de lutter contre le changement climatique, s'il n'y a plus de vivant", réunissant personnalités du monde politique et économique, et responsables d'ONG<sup>44</sup>. L'événement, labellisé "COP21", s'est déroulé au sein d'un écrin de choix : le Musée de l'Homme créé à

l'occasion de l'Exposition Universelle de 1937, rouvrait ses portes après plus de cinq années de rénovation, et dévoilait ses magnifiques collections dans une toute nouvelle scénographie. Séché Environnement est mécène de cette rénovation du Musée de l'Homme.

Le but de la conférence est de démontrer que c'est aussi - et peut-être même avant tout - au niveau local et entrepreneurial que l'action en faveur de la préservation du climat et de la biodiversité doit être menée. À l'heure où de plus en plus de scientifiques alertent sur la dégradation accélérée de notre espace de vie, le thème de la conférence souhaite mettre l'accent - au-delà du dérèglement climatique global - sur les liens entre biodiversité et impacts locaux.

À ce titre, les Présidents de Séché Environnement et de Ecocert ont cosigné un appel aux négociateurs de la COP21, la "Déclaration du Trocadéro", pour que ceux-ci impliquent bien toutes les bonnes volontés qui agissent au niveau des territoires, à l'instar de Séché Environnement et de Ecocert dans leurs actions en faveur de la biodiversité et du climat.

44 : La conférence est visible à l'adresse : [http://www.groupe-seche.com/FR/a-quoi-sert-de-preserver-le-climat-s-il-n-y-a-plus-de-vivant\\_112-actualite.html](http://www.groupe-seche.com/FR/a-quoi-sert-de-preserver-le-climat-s-il-n-y-a-plus-de-vivant_112-actualite.html).



## 3.4 Engagements sociétaux <sup>45</sup>

### 3.4.1 Impact territorial, économique et social

#### 3.4.1.1 *Emploi et développement régional* <sup>46</sup>

##### 3.4.1.1.1 Redistribution du chiffre d'affaires

en M€			
Au 31 décembre	2013	2014	2015
Collaborateurs (salaires et charges)	101,1	105,3	108,5
Fournisseurs	270,5	257,0	248,2
Actionnaires (dividendes)	8,2	8,2	7,2
Établissements financiers	12,0	14,0	12,0
État et collectivités	35,7	35,1	38,5
Sommes conservées par l'entreprise	41,6	25,1	46,5
<b>TOTAL DU CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>469,1</b>	<b>444,7</b>	<b>460,9</b>

##### 3.4.1.1.2 Ancrage territorial

###### 3.4.1.1.2.1 *Résidence des salariés*

en %			
Effectif salarié	2013	2014	2015
Résidant < 50 km du lieu de travail	90	91	86

###### 3.4.1.1.2.2 *Fiscalité locale : contribution économique territoriale versée*

	2013	2014	2015
en K€	4 487	5 458	5 044
<b>EN ÉQUIVALENT EMPLOIS LOCAUX</b>	<b>102</b>	<b>124</b>	<b>115</b>

##### 3.4.1.1.3 Coopération avec établissements d'enseignement

###### 3.4.1.1.3.1 *Stagiaires accueillis pour une durée > 1 mois*

en nombre			
	2013	2014	2015
Cadres	6	4	14
Non-cadres	18	21	25
<b>TOTAL</b>	<b>24</b>	<b>25</b>	<b>39</b>

<sup>45</sup> : les engagements sociétaux du Groupe sont détaillés dans son Rapport responsabilité sociétale - <sup>46</sup> : EC8 & EC9.

**3.4.1.1.3.2 Taxe d'apprentissage versée**

en K€												
Versements aux établissements				2013			2014			2015		
	C	NC	T	C	NC	T	C	NC	T			
Implantation régionale	31	221	252	35	75	110	20	381	401			
Implantation nationale	5	3	8	22	185	207	21	56	77			
TOTAL	36	224	260	57	260	317	41	437	478			

C : cadres - NC : non-cadres - T : total

**3.4.1.1.3.3 Contributions à l'éducation et à l'enseignement**

Le Groupe assure l'ouverture de ses sites aux clients, élus, riverains, associations et écoliers. Les visiteurs sont invités à découvrir les moyens mis en œuvre ainsi que les actions concrètes menées en vue de protéger la santé, l'environnement en général, et la biodiversité sur les sites de stockage en particulier, car situés en zones rurales, ce sont eux qui s'y prêtent le mieux.

Enfin, le Groupe développe quelques relations privilégiées avec des établissements d'enseignement supérieur dans un cadre d'échanges industrie/universités.

**3.4.1.2 Populations riveraines ou locales <sup>47</sup>**

Ayant une couverture nationale à travers des unités de traitement et de stockage dans diverses régions de France, Séché Environnement contribue au développement de ces zones tant par le recrutement local de la majorité de ses salariés (86% habitent à moins de 50 km de leur lieu de travail) que par la création d'emplois induits.

Le pouvoir d'achat des salariés permet d'alimenter les économies locales. Il en va de même pour le recours à la sous-traitance pour des activités éloignées du cœur de métier du Groupe (gardiennage, nettoyage, maintenance entre autres). À ces effets directs il convient de sommer les emplois induits, issus des prestations de transport, d'hôtellerie, de restauration auxquelles recourt régulièrement le Groupe. La quantification de ces derniers reste délicate à effectuer.

En dernier lieu, le fait pour une région de disposer, dans sa zone d'influence, d'une unité de traitement de déchets, est un atout dans sa politique d'industrialisation : c'est un élément d'infrastructure indispensable au même titre que la viabilisation des terrains industriels, la disponibilité des utilités (énergie, eau, gaz industriel) ou les raccordements aux réseaux de communication.

**3.4.2 Relations commerciales****3.4.2.1 Bonnes pratiques des affaires**

Les Codes de comportements et d'actions remis à tous les salariés (point n°3) précisent les instructions données par le Groupe :

*"Exprimer clairement la responsabilité sociétale de l'entreprise auprès de ses clients et de ses fournisseurs afin de promouvoir dans les modes de production comme dans les modes de consommation un développement durable.*

*Séché Environnement s'emploie à aller au-delà de la simple satisfaction des besoins élémentaires de sa clientèle en matière de traitement de déchets, pour lui fournir :*

- les garanties de bonne exécution des tâches confiées qu'elle est en droit d'attendre (gestion de l'impact environnemental et social de son activité dans le respect des réglementations en vigueur et maîtrise des risques) ;
- à des coûts de service compatibles avec l'environnement économique général ;
- mais également, en tant que promoteur d'un développement durable, aider le client à positiver sa gestion du déchet initialement vécue comme une contrainte, pour lui offrir une opportunité de s'inscrire en acteur protecteur de l'environnement dans son univers social et sociétal (contribution à la protection de la santé et de la nature).

*Avec ses fournisseurs, Séché Environnement applique une politique d'achats responsables dont les axes essentiels découlent des considérations suivantes :*

- les modes de production et de consommation doivent impérativement réduire les risques environnementaux et sociaux qui pèsent aujourd'hui sur la planète ;
- les achats sont un levier important pour étendre et généraliser les bonnes pratiques en matière de développement durable, en impliquant toute la chaîne de valeurs, fournisseurs inclus ;
- la politique d'achats responsables doit privilégier une approche en termes de coût global.

*Dans cet esprit, Séché Environnement développe des relations partenariales afin d'optimiser les ratios coût/bénéfice de chaque opération".*

Aucune mauvaise pratique n'a été décelée sur la période.

47 : EC1 &amp; EC6b.



## 3.4.2.2 *Sous-traitance et fournisseurs*

en K€

	2013	2014	2015
<b>TOTAL DE LA SOUS-TRAITANCE</b>	<b>86 260</b>	<b>89 474</b>	<b>88 420</b>
% SOUS-TRAITANCE/CHIFFRE D'AFFAIRES	18,4%	20,5%	19,2 %

## 3.4.2.3 *Sécurité des consommateurs*

Séché Environnement traite la dangerosité inhérente aux déchets qui lui sont confiés. Dans le cadre de l'économie circulaire, le Groupe est amené à commercialiser des matières premières secondaires. Celles-ci répondent aux caractéristiques pour l'obtention de la sortie du statut de déchet, à savoir qu'il s'agit d'un produit ou d'une substance qui a les caractéristiques suivantes :

- utilisation courante à des fins spécifiques ;
- existence d'un marché ;
- exigences techniques aux fins spécifiques (cahier des charges précis) ;
- respect de la législation et des normes applicables aux produits ;
- absence d'effets globaux nocifs pour l'environnement ou la santé humaine.

Concernant ce dernier point de prise en compte de la santé et de la sécurité du consommateur, Trédi et Speichim Processing ont signé en 2015 la charte mondiale "Responsive Care" <sup>48</sup> qui est un engagement commun de l'industrie chimique mondiale pour la gestion sûre des produits chimiques tout au long de leur cycle de vie et la promotion de leur rôle dans l'amélioration de la qualité de vie et leur contribution au développement durable.

## 3.4.3 *Politique de mécénat*

### 3.4.3.1 *Environnemental*

Séché Environnement est l'un des 18 signataires de la charte du Comité stratégique du mécénat du Muséum national d'histoire naturelle.

Séché Environnement centre sa politique de mécénat sur le cœur de son savoir-faire, la protection de l'environnement et de la biodiversité en particulier. Chaque action de mécénat a un lien avec un sujet d'actualité dans la vie du Groupe, et est une opportunité de prise de recul par rapport au quotidien de l'entreprise, pour constituer une phase de réflexion plus approfondie sur le contexte général de l'exercice de son activité.

À ce titre les quatre mécénats successifs avec le Muséum national d'histoire naturelle :

- rénovation des serres historiques du Jardin des Plantes (2007 - 2020) ;
- soutien à un programme de recherche sur la biodiversité marine en Bretagne (2009 - 2010) ;
- aménagement du bassin des lamantins au Parc zoologique de Paris (2013 - 2016) ;
- rénovation du Musée de l'Homme (2015 - 2016).

constituent l'ossature du dispositif autour duquel se greffent d'autres opérations considérées comme "périphériques", car contribuant plutôt ponctuellement à des événements de structures associatives. Ces mécénats environnementaux s'inscrivent dans les axes **3** (levier dynamisant vers les parties prenantes), et plus particulièrement **4** (développer l'intérêt des personnes pour la préservation de la biodiversité à travers une démarche artistique ou culturelle) des engagements pris dans le cadre de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité.

Le partage des échanges nés de ces partenariats avec l'ensemble du personnel du Groupe permet de satisfaire le second axe **2** "être fédérateur en interne". Il s'exerce par des mécénats de compétence, temps consacré par des salariés du Groupe à la réalisation de travaux/publications d'associations.

### 3.4.3.2 *Culturel*

Séché Environnement s'est donné pour objectif de promouvoir les modes de consommation durable au travers d'actions de mécénat porteuses d'exemplarité. C'est dans cet esprit que Trédi s'est engagé aux côtés du Festival des nuits de Fourvière pour habiller toutes les équipes du festival en tenues en coton équitable, et soutenir le tri sélectif des déchets dans le cadre d'un mécénat culture/environnement. Depuis plusieurs années cette démarche permet à des collaborateurs du Groupe une découverte du monde du théâtre.

De même, le Groupe participe à des festivals de musique régionaux.

48 : the International Council of Chemical Associations.

### 3.4.3.3 **Scientifique**

Séché Environnement soutient une thèse de doctorat à l'École des Mines de Nantes sur la thématique "Génie des procédés énergétiques et environnement - modélisation du traitement des fumées d'incinération par voie sèche par le biais d'une filtration sur média poreux associée à l'injection de sorbants".

## 3.4.4 **Relations avec les parties prenantes**

### 3.4.4.1 **Dialogue avec les parties prenantes**

Séché Environnement a fait le choix d'adhérer au Global Compact des Nations Unies dès 2003 où il a atteint le niveau "advanced", puis de décliner ses dix engagements selon sa personnalité propre, ses métiers, ses contextes. Cela se traduit dans une Charte Développement durable (niveau corporate), des politiques QSSE (niveau des sites) et des Codes individuels de comportement et d'actions (niveau élémentaire du collaborateur).

Signataire en janvier 2015 des "Principes directeurs pour un dialogue constructif avec les parties prenantes" à l'initiative du Comité 21 et sous l'égide du MEDDE, Séché Environnement envisage les enjeux de son dialogue avec ses parties prenantes sous un double angle :

- **stratégique** : comme étant la compréhension des transformations de la Société et donc de ses marchés, en interaction permanente avec l'ensemble de son écosystème ;
- **opérationnel** : basé sur son ancrage local et la mise en œuvre concrète de ses autorisations d'exploiter.

### 3.4.4.2 **Enceintes de dialogue nationales ou supranationales**

Séché Environnement développe son action dans une logique sinon de partenariat du moins de complémentarité avec les grandes organisations non gouvernementales (ONG) actives, en particulier dans le domaine de la défense environnementale et de la préservation de la santé :

- **professionnelles** : UIC, FNADE, FEAD, SYPRED...
- **environnementales** : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO), Entreprises pour l'environnement (EpE), France Nature Environnement (FNE)...
- **sociétales** : Comité 21, association Orée...
- **scientifiques** : Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité (FRB), Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), Réseau coopératif pour la recherche sur les déchets (RECORD)...
- **force de propositions** : MEDEF, cluster Eco Origin...
- **financières** : MiddleNext...

### 3.4.4.3 **Cartographie des parties prenantes et de leurs enjeux**

La relation entre un industriel et son environnement, ses parties prenantes c'est-à-dire toutes celles et tous ceux qui à un titre ou à un autre se sentent impactés (et non seulement qui sont impactés) par l'activité, évolue d'une situation de "droit de savoir" à la notion de "droit de participer", ce qui se traduira en "pressions" que les parties prenantes peuvent exercer sur l'entreprise.

Les enjeux des parties prenantes ont été regroupés en quatre grandes thématiques :

- **développement économique** ;
- **attentes sociales** ;
- **intégration aux écosystèmes locaux** ;
- **symbiose sociétale**.





## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

### ENJEUX

- assurer la pérennité du Groupe par une croissance maîtrisée et rentable à long terme ;
- fournir à ses clients un service global de valorisation et traitement de leurs déchets, dans le respect de l'ensemble des normes réglementaires, avec une sécurité, une traçabilité et une transparence qui s'expriment dans le respect quotidien des hommes et des milieux.

### PRINCIPALES PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

<b>Clients</b>	Attentes et/ou requêtes	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ bon rapport qualité/prix du service rendu ;</li> <li>■ conformité réglementaire ;</li> <li>■ transparence sur les impacts environnementaux et sociaux.</li> </ul>
	Modes d'influence	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ référencement comme fournisseur (achats responsables) ;</li> <li>■ passation de marchés.</li> </ul>
	Interlocuteurs représentatifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ analystes des acheteurs (internes ou EcoVadis) ;</li> <li>■ médiateur des fournisseurs responsables ;</li> <li>■ Obs'AR.</li> </ul>
<b>Communauté financière, actionnaires et assureurs</b>	Attentes et/ou requêtes	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ rentabilité et équilibre financier ;</li> <li>■ conformité réglementaire ;</li> <li>■ anticipation et maîtrise des risques environnementaux et de leurs impacts financiers ;</li> <li>■ transparence sur la vie de l'entreprise.</li> </ul>
	Modes d'influence	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ analyse, notation de l'éthique et de la responsabilité ;</li> <li>■ investissements de fonds ISR ;</li> <li>■ montant de la prime d'assurance.</li> </ul>
	Interlocuteurs représentatifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ agences de notation (VIGEO, Ethifinances...) ;</li> <li>■ analystes ISR des banquiers.</li> </ul>
<b>Populations</b>	Attentes et/ou requêtes	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ création directe d'emplois ;</li> <li>■ développement d'activités induites dans le bassin d'emploi.</li> </ul>
	Modes d'influence	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ attractivité de l'entreprise pour de nouveaux salariés ;</li> <li>■ soutien lors des demandes d'autorisation d'exploiter.</li> </ul>
	Interlocuteurs représentatifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ élus locaux ;</li> <li>■ CCI, clusters (Eco Origin), Pôle Emploi...</li> <li>■ Syndicats professionnels, MEDEF.</li> </ul>

### RÉPONSES APPORTÉES

- communication financière régulière ;
- signature de la Charte des fournisseurs responsables ;
- conformité aux réglementations en vigueur assurée par la cellule PROGRESS en lien avec les administrations, organisation d'audits de sites ;
- certifications : ISO 9001, 14001, 50001, OHSAS 18001 ;
- transparence de fonctionnement (visites de sites, audits d'assureurs, enquêtes publiques...) ;
- investissements dans la prévention des pollutions et les mesures et contrôles des sites.

### INDICATEURS ET/OU SUIVI DES ATTENTES

- communications financières trimestrielles ;
- taux de couverture de l'activité par des certifications ;
- nombre de procès-verbaux pour atteinte à l'environnement ;
- nombre de visites de sites ;
- bilan des embauches, actions de formation, réception de stagiaires.



## ATTENTES SOCIALES

### ENJEUX

- favoriser, dans le respect des diversités, l'épanouissement professionnel des collaborateurs du Groupe par une politique de recrutement et de formation adaptée ;
- veiller aux conditions de sécurité et de santé des salariés à leur poste de travail.

### PRINCIPALES PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

#### Salariés

##### Attentes et/ou requêtes

- qualité de l'emploi et conditions de travail ;
- sécurité environnementale pour les sites et les personnes ;
- transparence sur la vie de l'entreprise.

##### Modes d'influence

- premier vecteur de communication de proximité de l'entreprise, et donc de sa réputation ;
- mouvements sociaux éventuels ;
- attractivité à l'embauche et stabilité du personnel.

##### Interlocuteurs représentatifs

- délégués du personnel et syndicaux ;
- comités d'entreprise.

#### Partenaires sociaux

##### Attentes et/ou requêtes

- rentabilité et équilibre financier ;
- conformité réglementaire ;
- anticipation et maîtrise des risques environnementaux et de leurs impacts financiers ;
- transparence sur la vie de l'entreprise.

##### Modes d'influence

- négociations sociales.

##### Interlocuteurs représentatifs

- syndicats.

### RÉPONSES APPORTÉES

- engagement de la direction et des différents niveaux de l'entreprise : charte Développement durable, Code de comportements et d'actions, charte QSSE ;
- dispositif de "droit d'alerte" du salarié ;
- politique de formation y compris sensibilisation lors de la publication des rapports de RSE ;
- organisation de la sécurité sur les sites et gestion des accidents (retour d'expérience).

### INDICATEURS ET/OU SUMI DES ATTENTES

- nombre et taux d'accident du travail (TF1 et TG) ;
- absentéisme ;
- analyse des formations (volume, objet, budget, personnel bénéficiaire...).



## INTÉGRATION AUX ÉCOSYSTÈMES LOCAUX

### ENJEUX

- contribuer à la sauvegarde de la biodiversité et des milieux naturels, en prenant part à la réduction des gaz à effet de serre, et en œuvrant à la préservation des ressources naturelles, en particulier par des actions de valorisation énergétique des déchets ;
- préserver les milieux biologiques, hydrogéologiques et physiques dans lesquels s'exerce l'activité du Groupe.

### PRINCIPALES PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

<b>Riverains</b>	Attentes et/ou requêtes	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ transparence sur la vie de l'entreprise, informations sur les activités du groupe (syndrome NIMBY "Not in my back yard" il faut traiter les déchets, mais pas près de chez nous) ;</li> <li>■ respect de la biodiversité locale et du paysage autour des sites ;</li> <li>■ maîtrise des nuisances (bruit et respect de la qualité de l'air, des rejets d'eau ...).</li> </ul>
	Modes d'influence	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ participation aux "enquêtes publiques", lors des demandes d'autorisation d'exploiter ;</li> <li>■ apport d'expertise à travers des ONG environnementales.</li> </ul>
	Interlocuteurs représentatifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ riverains, élus, ONG...</li> </ul>
<b>Parties prenantes silencieuses</b>	Attentes et/ou requêtes	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ activité économique dans le respect et la protection de l'environnement ;</li> <li>■ anticipation d'évolutions liées au changement climatique.</li> </ul>
	Modes d'influence	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ dégradation ou disparition : danger pour la santé et la survie de l'homme ;</li> <li>■ via ONG.</li> </ul>
	Interlocuteurs représentatifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ de protection de la nature (Ligue pour la Protection des Oiseaux, France Nature Environnement...) ;</li> <li>■ associatives d'intérêt sociétal (Entreprises pour l'Environnement, association Orée...) ;</li> <li>■ scientifiques (MNHN, Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité...).</li> </ul>

### RÉPONSES APPORTÉES

- écoute attentive des riverains pour connaître leurs réflexions et requêtes (Mr ou Mme Voisinage) ;
- dialogue avec les riverains pour un aménagement paysager du site et l'inclusion des activités dans les milieux naturels et les paysages ;
- préservation des zones écologiques sensibles : recyclage des eaux, contrôles sur le rejet des eaux, limitation des activités dans ces zones protégées ;
- inventaires de la faune et flore en lien avec les associations environnementales en lien avec les sciences participatives développées par le Muséum national d'histoire naturelle ;
- adhésion reconnue par le MEDDE à la Stratégie Nationale pour la Biodiversité ;
- participation active aux travaux des associations et recherches scientifiques.

### INDICATEURS ET/OU SUMI DES ATTENTES

- de richesse en biodiversité (inventaires faune et flore) ;
- études d'impact visuel et d'intégration des sites au paysage ;
- bilan énergie, gaz à effet de serre, consommations de matières premières et eau ;
- nombre de manifestations en partenariats ou mécénats locaux.



## SYMBIOSE SOCIÉTALE

### ENJEUX

- établir des relations de confiance avec l'ensemble du tissu économique et social en contact avec des sites agissant en toute transparence ;
- se positionner parmi les acteurs du développement économique et social des zones d'implantation (écologie industrielle territoriale).

### PRINCIPALES PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

<b>Pouvoirs publics et administrations</b>	Attentes et/ou requêtes	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ conformité réglementaire ;</li> <li>■ développement économique local.</li> </ul>
	Modes d'influence	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ pouvoir régalién ;</li> <li>■ délivrance des autorisations d'exploiter ;</li> <li>■ police de l'environnement.</li> </ul>
	Interlocuteurs représentatifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ administrations dont MEDDE.</li> </ul>
<b>ONG et associations</b>	Attentes et/ou requêtes	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ respect de la biodiversité, de l'air, des sols ;</li> <li>■ respect des réglementations en vigueur ;</li> <li>■ engagement et actions au-delà des réglementations.</li> </ul>
	Modes d'influence	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ alerte des médias et de l'opinion publique ;</li> <li>■ prise de parole dans les enquêtes publiques.</li> </ul>
	Interlocuteurs représentatifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Global Compact ;</li> <li>■ associatives d'intérêt sociétal (Entreprises pour l'Environnement, association Orée, Comité 21...) ;</li> <li>■ de protection de la nature (Ligue pour la Protection des Oiseaux, France Nature Environnement...).</li> </ul>

### RÉPONSES APPORTÉES

- certifications Ecocert "Management climat et biodiversité" ;
- conformité aux réglementations en vigueur (vérifié par audits internes et externes) ;
- organisation de visites de sites ;
- adhésion au Global Compact des Nations Unies ;
- adhésion aux programmes de sciences participatives du Muséum national d'histoire naturelle ;
- adhésion à des organisations scientifiques (Ligue de Protection des Oiseaux), professionnelles (Fédération nationale des activités de dépollution et de l'environnement), associations de réflexion (Entreprises pour l'Environnement) par exemple ;
- mécénats liés à la biodiversité.

### INDICATEURS ET/OU SUIVI DES ATTENTES

#### 3.4.4.4 **Communication réglementée**

Les principaux sites du Groupe étant des établissements classés pour la protection de l'environnement, leur arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter leur impose de réunir sous la houlette de l'administration, des commissions de suivi de sites. Ces CSS sont des instances de dialogue tripartites,

entre l'industriel, les citoyens (riverains, associations, etc.) et l'administration. À l'occasion de la révision de certains de ces arrêtés préfectoraux, les dossiers complets d'impact sont tenus à la disposition des populations, un dialogue est engagé au quotidien, et des réunions publiques permettent de répondre aux questions des parties intéressées.



## 3.4.5 Loyauté des pratiques

### 3.4.5.1 Stratégies d'influence et représentation d'intérêts

Séché Environnement ne pratique pas d'actions isolées de lobbying. Le Groupe s'exprime à travers les structures professionnelles dont il est adhérent. La personne en charge est le Directeur marketing Groupe, directement rattaché à la Direction générale.

#### 3.4.5.1.1 Représentations d'intérêts avec les parties prenantes

Séché Environnement partage son expérience au sein de syndicats professionnels et de groupes de réflexion ayant une interaction avec ses activités. La grande technicité des sujets et la diversité de leurs zones d'influence impliquent une forte spécialisation.

Les sujets abordés sont de nature très technique et nécessitent l'intervention d'experts. L'objet de ces travaux est de décrypter cette complexité pour la rendre compréhensible à tous les interlocuteurs, de tous horizons, sans pour autant la travestir, pour leur permettre de se faire une opinion étayée et de prendre des décisions en toute connaissance de cause.

Ce travail est indispensable pour pouvoir communiquer de manière claire et informée auprès des décideurs pour établir un dialogue transparent et s'inscrivant dans la durée, en vue de réglementations futures qui favorisent la croissance durable dans un environnement préservé.

#### 3.4.5.1.2 Une force de proposition et des prises de position publiques

Les évolutions des réglementations étant issues pour une large part de consultations entre les autorités nationales ou européennes, les représentants des professionnels du secteur de l'environnement participent à divers groupes de travail pour l'élaboration des textes futurs.

Tout en se faisant connaître et en défendant leurs positions auprès des pouvoirs publics et des élus, ces organisations professionnelles apportent au débat leur expertise et leurs connaissances techniques, et se positionnent comme forces de proposition, dans un esprit de transparence et de dialogue avec l'ensemble des parties-prenantes, dans une perspective de développement durable.

### 3.4.5.2 Actions pour prévenir toute forme de corruption

Les Codes de comportements et d'actions remis à tous les salariés (point n°7) précisent les instructions données par le Groupe :

*"Éthique, intégrité et légalité dans les relations commerciales sont liées.*

*Aucun collaborateur ne doit accepter d'un concurrent, client ou fournisseur du Groupe, ni offrir à ces derniers de rétribution, cadeaux ou autres avantages. Seuls les cadeaux ou invitations restant dans des limites acceptables au regard des usages et des législations anti-corruption peuvent être tolérés. En aucun cas le collaborateur n'est autorisé à solliciter un cadeau ou une invitation.*

*Il est interdit de verser, d'offrir ou d'accepter de verser des pots-de-vin ou de consentir des avantages indus, directement ou par un intermédiaire, à un agent public et/ou une personne privée dans tout pays, dans le but d'obtenir un traitement de faveur ou d'influencer l'issue d'une négociation à laquelle le Groupe est intéressé. Ces pratiques sont contraires à la loi et à la convention internationale sur la lutte contre la corruption dans la plupart des pays.*

*Ethique et intégrité imposent à chacun une totale probité dans son activité professionnelle. Chaque collaborateur doit éviter toute situation de conflit entre les intérêts du Groupe et son intérêt personnel ou celui de ses proches. Ainsi chacun s'interdit toute prise d'intérêt chez un fournisseur ou un client, sauf si elle est effectuée par l'achat de titres cotés dans le cadre de la gestion d'un portefeuille de titres et dans le respect des règles interdisant l'utilisation d'informations privilégiées. De même il est interdit, sans l'accord du Groupe, de travailler pour un concurrent, client et/ou fournisseur existant ou potentiel."*

Aucune mauvaise pratique n'a été décelée sur la période.

### 3.4.5.3 Autres actions en faveur des droits de l'homme

Le Groupe a mis en place un dispositif de droit d'alerte pour tout le personnel (point n°8 des Codes de comportements et d'actions) :

*"Le droit d'alerte permet à chaque membre du personnel, en cas de difficulté d'interprétation des règles énoncées dans les Codes de comportement et d'actions, ou de doute sur leur application dans une situation donnée qui pourrait mettre en cause la responsabilité du Groupe ou porter atteinte à la réputation et/ou l'image de ce dernier, d'en référer directement au Directeur du Développement durable.*

*Son champ d'application se limite aux actes contraires aux lois et règlements, à ceux qui mettent gravement en cause les règles de fonctionnement de la société en général, ou d'une collectivité particulière à laquelle appartient le déclencheur d'alerte.*

*L'alerte déclenchée par le collaborateur s'effectue de façon identifiée, en contrepartie d'un engagement de confidentialité. La mise en œuvre du droit d'alerte impose une forte responsabilisation de chacun, faisant appel à l'éthique propre du collaborateur. Elle ne peut fonctionner qu'à partir d'informations factuelles communiquées "de bonne foi."*





## 3.5 Table de correspondance :

### Grenelle 2 article 225 - ISO 26000 - GRI 3 - Global Compact

Article 225 de la loi Grenelle 2	Référentiels		
INFORMATIONS SOCIALES			
EMPLOIS			
Effectif total	LA1	6.4.4	
Répartition des salariés par sexe et par âge	LA1	6.4.4	
Mouvements du personnel	LA2	6.4.4	
Rémunérations	EC1 et EC5	6.4.4	
ORGANISATION DU TRAVAIL			
Organisation du temps de travail	LA	6.4.4	
Absentéisme	LA7	6.4.4	
RELATIONS SOCIALES			
Organisation du dialogue social	LA4	6.4.3 et 6.4.5	#3
Bilan des accords collectifs	LA5	6.4.3 et 6.4.5	#3
SANTÉ ET SÉCURITÉ			
Conditions de santé et de sécurité au travail	LA6 et LA8	6.4.6	#4 et #5
Bilan des accords signés avec les organisations syndicales en matière de santé et sécurité au travail		6.4.6	
Fréquence et gravité des accidents du travail	LA7	6.4.6	
Maladies professionnelles	LA7	6.4.6	
FORMATION			
Politiques mises en oeuvre en matière de formation	LA11	6.4.7	
Nombre total d'heures de formation	LA10	6.4.7	
ÉGALITÉ DE TRAITEMENT			
Mesures prises en faveur de l'égalité hommes/femmes	LA14		
Mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées	LA13		
Politique de lutte contre les discriminations	LA13		
PROMOTION ET RESPECT DES STIPULATIONS DES CONVENTIONS OIT	#1 À #6		
Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	HR5 LA4 et LA5		#3
Élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession	HR4 LA13 et LA14		#6
Élimination du travail forcé ou obligatoire	HR6 et HR7		
Abolition effective du travail des enfants	HR6		

Document de référence 2015 Séché Environnement				
	Monde France	3.2.2.1 3.2.2.2.1	Effectifs mondiaux Effectifs en France (à date)	Effectifs par zones géographiques Effectifs équivalent temps plein Pyramide des âges par sexe
	France	3.2.2.3	Mouvements de personnel	Embauches par types de contrats et par sexe Départs par motifs et par sexe
	France	3.2.2.4	Rémunérations	Masse salariale globale Participation et intéressement Pyramide des salaires par sexe
	France	3.2.3	Organisation du travail	Effectifs en temps partiel Effectifs en travail posté Heures supplémentaires Effectifs en intérim
	France	3.2.3.2	Absentéisme	Nombre de jours d'absence Taux d'absentéisme par motifs
	France	3.2.4	Relations sociales	Effectifs couverts par une convention collective Nombre de délégués syndicaux et délégués du personnel Nombre de réunions d'instances de dialogue social
	France	3.2.4.3	Bilan des accords collectifs	Liste des accords collectifs signés dans l'exercice
	France	3.2.5	Santé et sécurité	Politique de formation à la sécurité Part d'activité couverte par des certifications OHSAS 18001 Étude sur les risques psycho-sociaux
	France	3.2.4.3	Bilan des accords collectifs	Taux de couverture - accords pénibilité Taux de couverture - gestion prévisionnelle emploi compétences
	France	3.2.5.1.5	Accidents du travail	Nombre d'accidents avec arrêt Taux de fréquence d'accidents avec arrêt (TF1) Taux de gravité (TG)
	France	3.2.5.1.1	Maladies professionnelles	Nombre de maladies professionnelles déclarées et reconnues
	France	3.2.6.1	Politique de formation	Budget alloué à la formation Comptes personnels de formation (CPF)
	France	3.2.6.2	Formations dispensées	Nombre d'heures de formation dispensées par CSP Nombre de salariés formés par CSP Nombre de stages de formation dispensés par CSP
	France	3.2.2.2.1.1 3.2.2.4.3	Effectifs par statut Pyramide des salaires	Taux de féminisation Taux de femmes cadres Pyramide des salaires par sexe
	France	3.2.7.2	Personnes handicapées	Nombre de personnes handicapées employées Politique avec Agefiph
	France	3.2.8.2		Âge moyen Proportion de seniors (> 45 ans)
	France	3.2.8.1	Liberté d'association et négociations collectives	Politique générale Nombre de délégués syndicaux et délégués du personnel Nombre de réunions d'instances de dialogue social
	France	3.2.8.2	Politique d'élimination des discriminations	
	France	3.2.8.3	Politique d'élimination des discriminations	
	France	3.2.8.3	Politique d'élimination des discriminations	



Article 225 de la loi Grenelle 2	Référentiels			
INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES				
POLITIQUE GÉNÉRALE EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE				
Organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales. Le cas échéant démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement	Approche managériale	6.5.1 et 6.5.2	#7, #8 et #9	
	Approche managériale	6.5.1 et 6.5.2	#7, #8 et #9	
Actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement				
Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions	EN30			
Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement (sauf risque de préjudice)	EN28 et EC2			
POLLUTION ET GESTION DES DÉCHETS				
Mesures de prévention, réduction et réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement	EN22, EN23 et EN24	6.5.3	#7, #8 et #9	
	EN22, EN23 et EN24		#7, #8 et #9	
Mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets	EN22		#7, #8 et #9	
	EN22		#7, #8 et #9	
Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité	EN25			
UTILISATION DURABLE DES RESSOURCES				
Approvisionnement et consommation d'eau en fonction des contraintes locales	EN8, EN9 et EN21	6.5.4	#7, #8 et #9	
Consommation de matières premières et mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation	EN1 et EN10			
Consommation d'énergie er mesures prise pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables	EN3 à EN7			
Utilisation des sols				
LE CHANGEMENT CLIMATIQUE				
Rejets de gaz à effet de serre	EN16, EN17, EN19 et EN20	6.5.5	#7, #8 et #9	
Adaptation aux conséquences du changement climatique	EN18 et EC2			
PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ				
Mesures prises pour préserver et développer la biodiversité	EN 11 à 15 et EN25	6.6.6	# 7, # 8 et # 9	

**Document de référence 2015 Séché Environnement**

France	3.3.1	Politique générale environnementale	Politique générale	
France	3.3.5	Double labellisation Ecocert	Labellisation Ecocert : système de management climat Labellisation Ecocert système de management biodiversité Taux de couverture par des certifications ISO14001 et MASE	
France	3.2.6.1	Politique de formation		
France	3.2.6.1.2	Thématiques de formation		
France	3.3.1.3	Moyens consacrés à la prévention des risques		
France	3.3.1.4	Montant des provisions	Tableau des dépenses supplémentaires liées à la réduction ou à la réparation de dommages causés par l'entreprise	
France	3.3.2.3	Atmosphère	Bilan des rejets atmosphériques et poussières	
France	3.3.2.1	Eau	Bilan des eaux restituées à la nature et de leur teneur en contaminants	
France	3.3.2.2	Matières premières consommées	Tableau de production de déchets (dangereux ou non)	
France	3.3.2.5	Prévention, recyclage	Tableau de valorisation de déchets (dangereux ou non)	
France	3.3.1.3	Moyens consacrés à la prévention des risques et des pollutions		
France	3.3.2.1	Eau	Politique de gestion de l'eau Bilan de la consommation d'eau (par métiers) Origine des prélèvements d'eau	
France	3.3.2.2	Matières consommées	Tableau des consommations de matières premières Tableau des déchets valorisés en tant que matières premières	
France	3.3.2.6	Énergie	Tableau des productions et consommations d'énergie Mesures prises en faveur des économies d'énergie	
France	3.3.2.4	Utilisation des sols		
France	3.3.3	Changement climatique	Labellisation Ecocert système de management climat Tableau des émissions de GES pour les scopes 1 et 2 Tableau des émissions de GES évitées (valorisation énergétique) Tableau des GES abattus (traitement de gaz industriels)	
France	3.3.3.4	Adaptation transports	Exemples d'adaptation (transports)	
15 sites en France	3.3.4	Protection de la biodiversité	Stratégie Nationale pour la Biodiversité (SNB) Labellisation Ecocert système de management de la biodiversité Inventaires faune et flore	





Article 225 de la loi Grenelle 2	Référentiels		
INFORMATIONS RELATIVES AUX ENGAGEMENTS SOCIÉTAUX EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE			
IMPACT TERRITORIAL, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ			
En matière d'emploi et de développement régional	EC8 et EC9	6.8.5	
Sur les populations riveraines ou locales	EC1 et EC6	6.8	
RELATIONS AVEC LES PERSONNES OU LES ORGANISATIONS INTÉRESSÉES PAR L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ			
Conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations		5.3.3	
Actions de partenariat ou de mécénat	EC1	6.8.9	
SOUS-TRAITANCE ET FOURNISSEURS			
Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux	EC6, HR2 HR5 à 7	6.6.6	#1 et #2
		6.6.6	#1 et #2
LOYAUTÉ DES PRATIQUES			
Actions engagées pour prévenir toutes formes de corruption	S02 à 4 S07 et 8	6.6.3	#10
Mesures prises en faveur de la santé	PR1 et PR2	6.7.4	
	PR1 et PR2	6.7.4	
AUTRES ACTIONS ENGAGÉES EN FAVEUR DES DROITS DE L'HOMME HR			
Actions engagées pour prévenir toutes formes de corruption	HR	6.3	#1 et 2

**Document de référence 2015 Séché Environnement**

France	3.4.1	Impact territorial économique et social	Tableau de redistribution du chiffre d'affaires	
France	3.4.1.2	Sous-traitance et fournisseurs	Tableau des contributions économiques territoriales versées	
			Coopération avec les établissements d'enseignement	
			Ouverture des sites (visites et portes ouvertes)	
			Pourcentage de salariés domiciliés à moins de 50 km	
			Recours à la sous-traitance locale	
France	3.4.4	Relations avec les parties prenantes	Signataire de la convention du Comité 21	
			Relations avec les grandes ONG environnementales et sociales	
			Cartographie des parties prenantes et de leur enjeux	
			Réunions de Comités de suivi de sites (CSS)	
	3.4.3	Politique de mécénat	Partenariats locaux avec associations de protection de la nature	
			Mécénats avec le Muséum national d'histoire naturelle	
France	3.4.2.1	Relations commerciales	Politique d'achats responsables avec les fournisseurs	
France	3.4.2.2	Sous-traitance et fournisseurs		
France	3.4.2.1	Bonnes pratiques des affaires	Tableau du recours à la sous-traitance	
Monde	3.4.5.2	Prévention de la corruption	Code de comportements et d'actions	
	3.4.2.3	Sécurité des consommateurs	Signature par Trédi de la charte Responsible Care	
		Stratégies d'influence et représentation d'intérêts		
Monde	3.4.5.3	Autres actions droits de l'homme	Dispositif de droit d'alerte pour le personnel	





## 3.6 Rapport de l'un des Commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

**Exercice clos le 31 décembre 2015**

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de la société Sèché Environnement SA désigné organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1049 <sup>1</sup>, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2015, présentées dans le rapport de gestion (ci-après les "informations RSE"), en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

### Responsabilité de la Société

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les informations RSE prévues à l'article R. 225-105-1 du Code de commerce, préparées conformément au référentiel utilisé par la Société (ci-après le "référentiel"), dont un résumé figure dans le rapport de gestion et disponible sur demande au siège de la Société.

### Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le Code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes d'exercice professionnel et des textes légaux et réglementaires applicables.

### Responsabilité du commissaire aux comptes

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R. 225-105 du Code de commerce (attestation de présence des informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au référentiel (avis motivé sur la sincérité des informations RSE) ;
- d'exprimer, à la demande de la société, une conclusion d'assurance raisonnable sur le fait que les informations sélectionnées par la société et identifiées par le signe ☒ dans le chapitre "Informations en matière sociale, environnementale et sociétale" du rapport de gestion ont été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au référentiel (rapport d'assurance raisonnable sur une sélection d'informations RSE).

Nos travaux ont mobilisé les compétences de neuf personnes et se sont déroulés entre novembre 2015 et mars 2016 sur une durée totale d'intervention d'environ quatre semaines. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et, concernant l'avis motivé de sincérité, à la norme internationale ISAE 3000 <sup>2</sup>.

## 1. Attestation de présence des Informations RSE

### Nature et étendue des travaux

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la Société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce.

<sup>1</sup> : dont la portée est disponible sur le site [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) - <sup>2</sup> : ISAE 3000 - Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R. 225-105 alinéa 3 du Code de commerce.

Nous avons vérifié que les informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la Société ainsi que ses filiales au sens de l'article L. 233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce avec les limites précisées dans la note méthodologique présentée au paragraphe 3.1 du rapport de gestion.

## Conclusion

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des informations RSE requises.

## 2. Avis motivé sur la sincérité des informations RSE

### Nature et étendue des travaux

Nous avons mené une dizaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation des informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié du référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité, son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des informations RSE au regard des caractéristiques de la Société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes, listées dans les tableaux ci-après :

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;
- au niveau d'un échantillon représentatif d'entités<sup>3</sup> que nous avons sélectionnées en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente 28% des effectifs et entre 86% et 90% des informations quantitatives environnementales présentées.

Indicateurs sociaux	Niveau d'assurance
Effectif au 31 décembre 2015	Raisonnable
Effectif ventilé par âge, par zone géographique et par sexe	
Nombre de contrats à temps partiel	Modéré
Nombre d'intérimaires en équivalent temps plein	
Nombre total de jours d'absence	
Nombre total d'heures de formation ventilé par catégorie	
Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt	
Taux de gravité des accidents du travail avec arrêt	

3 : informations sociales : sociétés de Séché Environnement en France, dont Trédi SA. Informations environnementales : Séché Éco-industries Oisnière ; Séché Éco-industries Cousinière ; Séché Éco-industries Mézerolles ; Trédi Salaise ; Trédi Saint-Vulbas ; Speichim Processing Saint-Vulbas, Alcéa.



Indicateurs environnementaux	Niveau d'assurance
Contaminants dans les eaux restituées au milieu naturel Émissions atmosphériques par types de gaz Consommation d'énergie totale Énergie totale produite	Raisonnable
Consommation d'eau par source Restitution d'eau en milieu naturel	Modéré

Informations qualitatives	
Thèmes sociaux	Les conditions de santé et de sécurité au travail Les accidents du travail, notamment leur fréquence et leur gravité, ainsi que les maladies professionnelles
Thèmes environnementaux	L'organisation de la Société pour prendre en compte les questions environnementales Les mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité
Thèmes sociétaux	Les conditions de dialogue avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la Société

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la Société. Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les informations RSE ne peut être totalement éliminé.

### Conclusion

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au référentiel.

## 3. Rapport d'assurance raisonnable sur une sélection d'informations RSE

### Nature et étendue des travaux

Concernant les informations sélectionnées <sup>4</sup> par la Société et identifiées par le signe ☒, nous avons mené des travaux de même nature que ceux décrits dans le paragraphe 2 ci-dessus pour les informations RSE considérées les plus importantes mais de manière plus approfondie, en particulier en ce qui concerne le nombre de tests.

L'échantillon sélectionné représente ainsi 100% des effectifs et entre 60% et 76% des informations environnementales identifiées par le signe ☒ présentées.

Nous estimons que ces travaux nous permettent d'exprimer une assurance raisonnable sur les informations sélectionnées par la Société et identifiées par le signe ☒.

### Conclusion

À notre avis, les informations sélectionnées par la Société et identifiées par le signe ☒ ont été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au référentiel.

Paris La Défense et Nantes, le 1<sup>er</sup> mars 2016

KPMG SA  
Anne Garans  
Associée  
Département Changement Climatique & Développement Durable

Franck Noël  
Associé

4 : Social : effectif au 31 décembre 2015, effectif ventilé par âge, par zone géographique et par sexe - Environnement : contaminants dans les eaux restituées au milieu naturel, émissions atmosphériques par types de gaz, consommation d'énergie totale, énergie totale produite.



**Séché Environnement**  
**SA au capital de 1 726 974 euros - B 306 915 535 RCS Laval**

**Les Hêtres - CS 20020 - 53811 Changé Cedex**  
**Tél : + 33 (2) 43 59 60 00 - Fax : + 33 (2) 43 59 60 61**

**Tour Maine Montparnasse - BP 25**  
**33 avenue du Maine - 75755 Paris Cedex 15**  
**Tél : + 33 (1) 53 21 53 53 - Fax : + 33 (1) 53 21 53 54**  
**E-mail : [actionnaires@groupe-seche.com](mailto:actionnaires@groupe-seche.com)**

**[www.groupe-seche.com](http://www.groupe-seche.com)**

